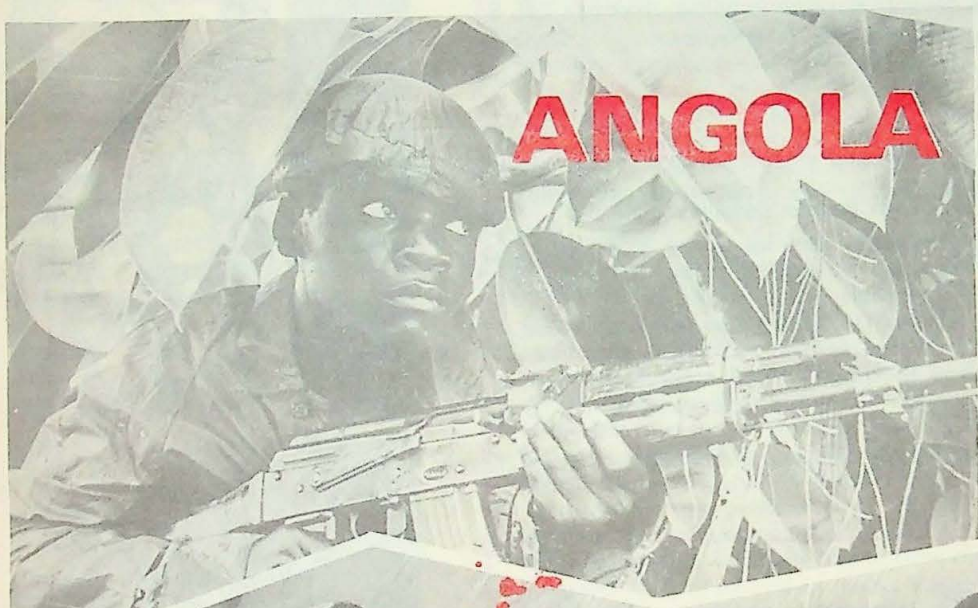


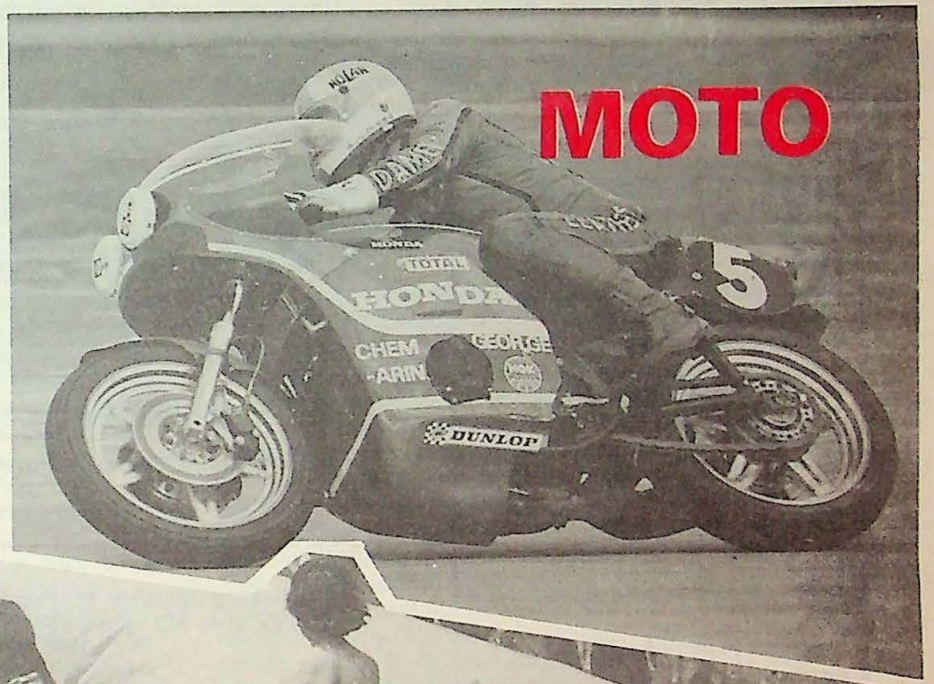
n° 744 — 4 F
DU 2 JUIN AU 8 JUIN 1977
nouvelle édition
HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE
UNIFIÉ
PSU

tribune socialiste

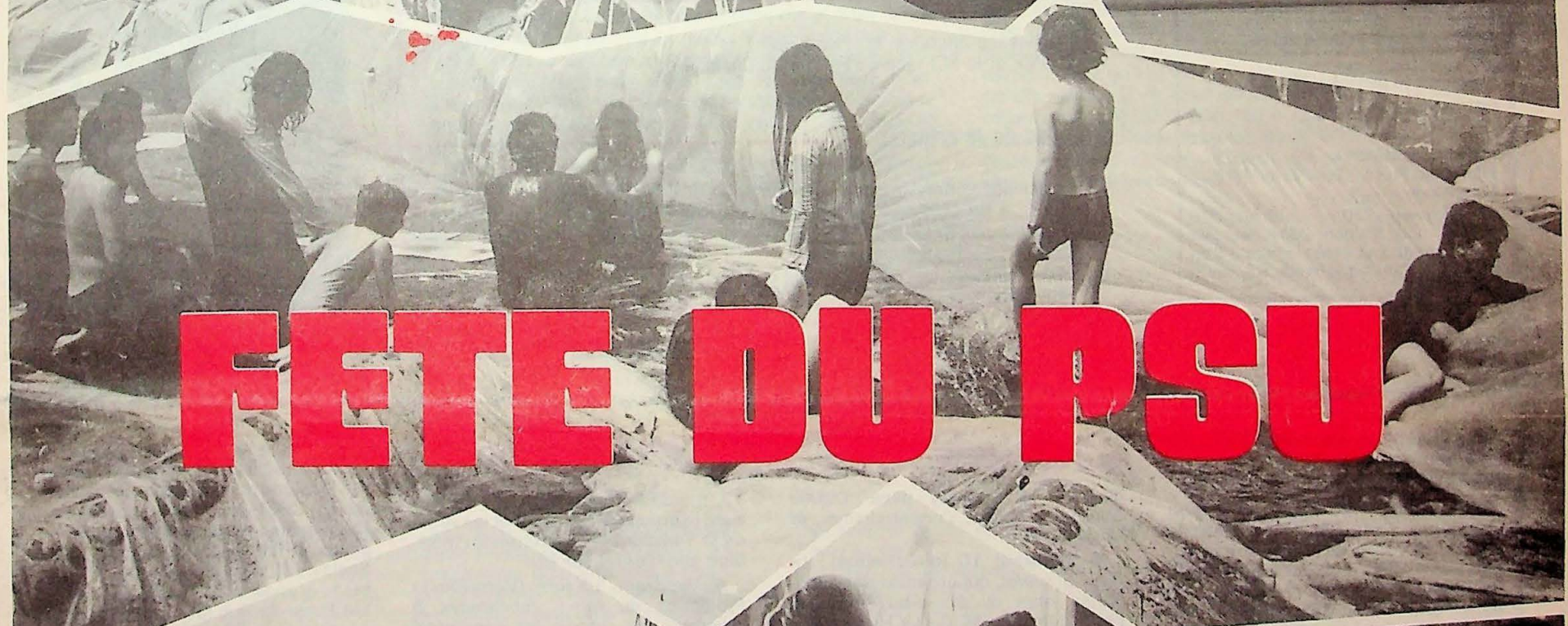
M. Mousel :
révolution, autogestion :
ni vieilles lunes, ni lointains soleils



ANGOLA



MOTO



FETE DU PSU



TEXTILE

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tiemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rédacteur en chef adjoint :
Claude Deshliat.

Rubriques :

- Où va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Luttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin
9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F

pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?

- Révolution, autogestion : ni vieilles lunes, ni lointains soleils. *M. Mousel* P. 3-4
 Congrès du parti socialiste : faux-semblants et vrais débats. *L. Goldberg* P. 5
 Dissuasion nucléaire : la gauche devant ses responsabilités. *A. Joxe* P. 6
 Radio verte est morte... vive les radios vertes. *C.M. Vadrot* P. 7

Dossier

- Habillement, cuir, textile : les nouveaux canuts. Dossier réalisé par *Y. Sparfel* P. 8-11
 Fête du PSU : 4-5 juin : programme P. 12-13

Briser la chaîne

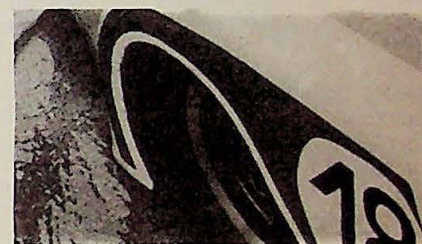
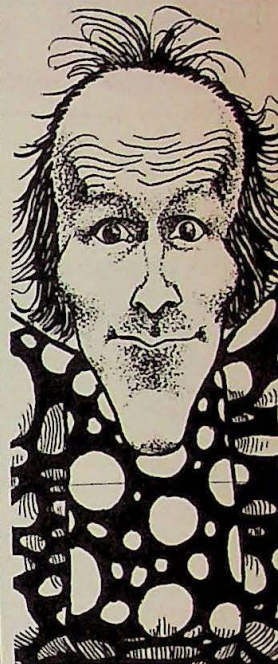
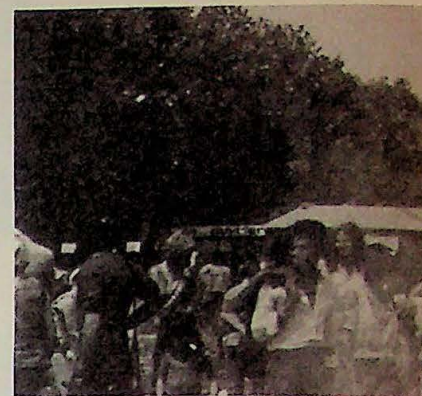
- Lip : le deuxième souffle. *Y. Sparfel* P. 14
 Kawasaki, mon amour. De notre envoyée spéciale *M. Lodève* P. 15

Et pourtant elle tourne

- L'écheveau angolais. *M. Tichnikov* P. 16-17
 Le PCF et le PCI face à l'Europe. *A. Chataigner* P. 18

Les armes de la critique

- La science-fiction, c'est pas forcément « con » ! *B. Blanc* P. 19
 Rufus : « On peut pas faire pousser du gazon sur du béton ». *Propos recueillis par Cl. Deshliat et J. Sanchez* P. 20-21
 Cannes : contre-festival P. 22
 Télé. Points de vue. *R. Lamarche* P. 23
 Fête suite P. 24



● **Samedi 4 et dimanche 5 juin (La Courneuve)** : Fête du PSU. Le programme complet en pages 12 et 13.

● **Samedi 4 et dimanche 5 juin (Meylan)** : 14^e rencontre nationale des GAM (Groupes d'action municipale); thèmes retenus : organisation du mouvement, rôle des élus GAM dans une municipalité, dans une commune gérée par la gauche, relations entre GAM et partis politiques, organisations du cadre de vie et syndicats.

● **Mardi 7 juin (Paris-XVII^e)** : Débat sur l'apartheid en Afrique du Sud, à l'initiative du comité-outspan du XVII^e. Projection : *La fin du dialogue*; au Foyer aveyronnais, 30, cité des Fleurs (20 h 45).

● **Mardi 7 juin (Marseille)** : *La Crie* a des ennuis financiers; même qu'on lui réclame 10 briques. Le procès aura lieu le 7 juin (rue Fortia). A Marseille évidemment. Si on l'avait su plus tôt, on vous aurait invité à aller au bal-folk-de-soutien le 27 mai.

● **Mardi 7 juin (Tours)** : Meeting-débat organisé par le PSU à l'Hôtel-

calendrier politique

de-Ville (21 heures) avec Claude Bourdet : « Europe, l'impérialisme... et la gauche ? »

● **Vendredi 10 juin (Reims)** : *Le Petit Gravelot*, qui organise des spectacles hors du show-biz, fait une petite fête à la MJC « Le Flambeau »,

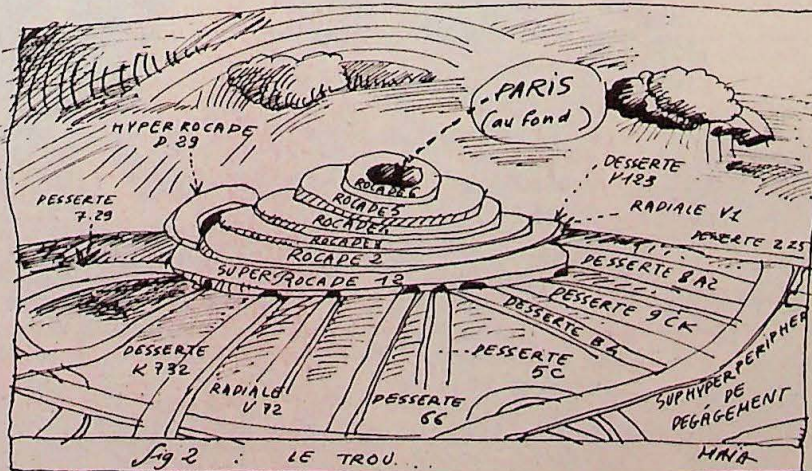
13, rue de Bétheny (20 h 30). Le tout avec le groupe *Mass devia* et les *Amis de la Terre* qui présenteront un montage audiovisuel sur EDF.

● **Vendredi 10 juin (Versailles)** : Projection du film : *Condamnés à réussir...*, qui retrace les conditions

de travail à l'usine de retraitement des déchets radioactifs de La Hague. A l'issue du film débat organisé par les UL-CFDT de la région parisienne. Participation des organisations écologistes locales, des syndicats (CEN Saclay, Etudes et recherches EDF, etc.); grande salle du Centre huit, 8, rue Porte-de-Buc (près de la gare des Chantiers), à 20 h 30.

● **Samedi 11 juin (Paris)** : « Fête radieuse et antiradiale » dans le 14^e pour protester contre la radiale Vercingétorix. Samedi 11 : « manif à vélo des Amis de la Terre »; départ (14 h) place de la Concorde, arrivée (18 h) sur les terrains de la radiale : « oui aux vélos, non aux autodromes ». Et, du 11 au 25 juin, 1^{er} festival du 14^e : animation du quartier pendant 15 jours.

● **Dimanche 12 juin (Villerest)** : rassemblement organisé par le Comité de défense des gorges de la Loire et le Comité agricole, à partir de 10 heures. Au programme : animation, folk, messe pour les intéressés, pique-nique; puis marche sur le site qu'EDF veut annexer.





déclaration commune PSU-Front Polisario

Le Secrétariat national du PSU et une délégation du Front Polisario, conduite par Aimi Sayed, membre du Bureau politique, se sont rencontrés le mardi 31 mai à Paris, au siège du PSU.

Les deux délégations ont procédé à un examen de la situation politique et militaire qui prévaut dans le Sahara occidental.

Pour sa part, le PSU a tenu à réaffirmer sa solidarité avec la lutte du peuple saharoui pour la reconnaissance de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

Les deux délégations ont insisté sur la nécessité de renforcer les liens entre leurs organisations, en particulier pour mieux faire connaître à l'opinion française la nature du juste combat que mène le peuple saharoui contre l'agression marocaine et mauritanienne.

Elles ont condamné la politique française en Afrique du Nord-Ouest qui soutient les forces réactionnaires locales et qui se situe dans le cadre de la politique générale de l'impérialisme en Afrique.

ERRATUM

Une ligne a malencontreusement sauté dans le chapeau de l'article de Christian Guerche dans notre dernier numéro.

Il fallait lire : Felipe Gonzalez, secrétaire général du PSOE et Tierno Galvan, secrétaire général du PSP ont été reçus par le roi Juan Carlos...

éditorial

révolution, autogestion : ni vieilles lunes, ni lointains soleils

CERTAINS de nos visiteurs de la Courneuve ne nous connaissent peut-être qu'à travers la fête. Nous ne sommes pas seulement les organisateurs d'une fête annuelle qui réunit beaucoup de monde. Mais, après tout, la fête est une bonne occasion de nous présenter. Chacun peut se rendre compte que nous l'avons voulue différente. Pas un supermarché des variétés, parce que nous ne voulons pas d'une société où tout s'achète et tout se vend. Pas une machine à produire des loisirs, parce que nous privilégions la liberté d'expression et de création. Pas un moyen d'oublier la vie réelle, les luttes, la politique, mais pas non plus un instrument de propagande, parce que nous avons une autre idée de la politique. Différente sans doute parce que nous sommes différents.

VOUS aussi, qui êtes venus, peut-être vous sentez-vous différents du mode de vie qu'on veut vous imposer, des valeurs et des hiérarchies qu'on vous présente comme « normales », de la politique traitée en jeu télévisé mais combien éloignée de vos préoccupations... Alors, au-delà de la fête, mais aussi un peu grâce à elle, nous avons quelque chose à faire ensemble. Travailler à la révolution socialiste, tout simplement. Mais la vraie. Pas simplement changer les têtes qui apparaissent à la télévision. Pas remplacer l'oppression des patrons par celle de dirigeants qui diraient s'exprimer en notre nom. La vraie : celle qui nous permettra à tous d'être le pouvoir et non de la remettre à d'autres. En un mot : autogestionnaire.

On vous a dit que parler de révolution socialiste c'était être gentiment rétro. Que l'autogestion, c'est noble mais pour dans très, très longtemps. C'est faux. Nous pouvons l'affirmer, mais ce sont surtout les faits qui le démontrent.

A ce qu'il paraît, on pourrait aller vers le socialisme à travers une longue marche jalonnée de réformes de la société, sans bouleversements fondamentaux. Et c'est pour cela que seuls de grands partis « réformistes »

pourraient nous y conduire. D'abord, ça ne s'est jamais produit : il suffit de regarder autour de la France pour constater qu'une telle politique n'a jamais conduit au socialisme ; pire même, qu'en refusant de s'attaquer de front aux fondements de la société capitaliste, on finit par faire la politique du capitalisme. Voilà comment des gouvernements qui se disent socialistes appliquent des politiques d'austérité type Barre.

Mais surtout on commence déjà à voir les limites de cette orientation. Déjà, on accepte les contraintes que fera peser sur un gouvernement de gauche l'Europe des patrons. Déjà, on renonce à mettre en cause la force de frappe nucléaire. Déjà, on regimbe à l'idée d'étendre les nationalisations à des secteurs vitaux comme l'énergie, l'automobile, la sidérurgie. C'est logique, d'un point de vue réformiste ; mais c'est s'enchaîner au système et s'interdire de le changer vraiment.

MAIS, nous dit-on, une orientation révolutionnaire aujourd'hui n'attire pas les grandes masses, elle ne peut qu'être restreinte à de petits groupes. Ce serait vrai s'il s'agissait de prêcher la révolution, ou d'estimer que l'important est qu'une petite avant-garde saisisse le moment opportun pour déclencher la révolution le jour « J ». De telles conceptions conduisent, soit à l'échec, soit à une nouvelle oppression d'une minorité sur la majorité. Or, le socialisme ne peut être que le pouvoir de l'immense majorité des travailleurs et des masses populaires. C'est un progrès considérable dans la démocratie ; pas un recul. Aussi suppose-t-il qu'on avance avec cette majorité, en partant de ce qu'elle est aujourd'hui, de ses luttes, de ce qu'elle espère. C'est ainsi qu'il serait absurde de ne pas commencer par tout faire pour chasser le gouvernement de droite lors des prochaines élections, sous prétexte que ce n'est pas suffisant. Ça ne l'est pas, mais c'est pourtant nécessaire.

Michel MOUSEL
(suite page 4)

humeur : c'est nous les vedettes !

Si on n'a invité que de rares têtes connues, si ne sont présents sur les tréteaux que quelques groupes aux noms aussi mystérieux que nouveaux à la fête du PSU version 1977, c'est tout simplement pour une raison que la direction politique du parti a eu la pudeur et la prudence de dissimuler jusqu'au bout : à la Courneuve, les vedettes c'est nous. Faut avoir le courage de le reconnaître, il faut en rendre grâce à nos dirigeants éclairés : on est les meilleurs, on est les plus beaux. Alors, évidemment, dans ces conditions on n'allait pas encore alourdir les frais en faisant venir plein de grosses têtes alors qu'on en a chacun une.

D'ailleurs, on nous l'a assez répété, on s'est offert une mise en scène de première classe : 75 briques pour nous mettre en valeur et nous montrer au peuple. C'est le super show de l'année : des militants PSU en chair et en os. Les seuls militants qui repoussent dès qu'on les coupe, le seul parti qui grossit à chaque fois qu'on le quitte. Un phénomène de cirque dont rêvent les margoulins de la Foire du trône.

Le PSU est donc, dorénavant, le seul parti de France qui soit capable de gagner du pognon en montrant ses militants dans un cadre de verdure. Mettez Mitterrand ou Fabre dans les mêmes conditions, au soleil, un 4 ou un 5 juin : ils font pas un rond, personne n'accepte de payer pour les voir. Vous prenez Mousel et Leduc, sans même promettre de les déshabiller, et il y a de fortes chances que l'on fasse un véritable malheur. Et j'ai cité ces noms un peu au hasard en imaginant le délire de la foule au moment où ils

menaceront de se foutre à poil si personne ne se décide à sauver les finances de TS.

— Non pas ça, hurlera la foule déchaînée en se précipitant, des billets de 10 francs à la main, vers les deux lessiveuses placées au pied de l'estrade. Ça fait huit jours que je me repasse la scène dans ma tête avec émotion. Vous allez voir, vous qui serez sur place, ça va être sublime.

Mais je ne cède pas au culte (pardon) de la vedette : des militants du PSU, dans cette fête il y en aura partout et il leur faudra se tenir car, aucun doute, c'est bien eux, c'est bien nous qu'on vient voir dans notre parc naturel. Une des rares espèces animales qui soit à la fois considérée comme vraiment nuisible par le pouvoir et par l'opposition.

Si nous n'existions pas, il faudrait vraiment nous inventer : à la fois gugusses et emmerdeurs, pratiques et gênants ou bien omniprésents et absents, on a tellement d'idées qu'on passe notre temps à les distribuer à tout le monde. On n'est pas égoïste.

Alors pendant ce week-end on va pouvoir tomber la veste et la chemise pour enseigner au plus grand nombre une de nos occupations favorites : se regarder le nombril...

Ceux qui n'en sont pas encore vont pouvoir toucher et tâter, c'est l'avantage des grandes foires. Et ils constateront que, à commencer par Mousel, y'en a très peu qui sont malades. Alors, les autres, au minimum, on les aura à l'usure...

C.-M. VADROT ■



LA vérité, c'est qu'il ne peut y avoir de coupure entre politique révolutionnaire et action de masse, à moins de dénaturer non seulement le sens du mot « révolution », mais aussi son contenu. Est-ce utopique de vouloir établir le lien entre l'une et l'autre ? En réalité, chacun d'entre nous porte, à travers ses préoccupations et son action, une partie de la volonté révolutionnaire de notre temps : quand on démontre — comme les Lip le font encore aujourd'hui — que les travailleurs peuvent répondre à la crise de leur entreprise ; quand on s'organise dans le quartier, face à l'école, à l'hôpital, pour imposer ses propres solutions ; quand, des fonctionnaires de justice aux militaires, on refuse de servir aveuglément un Etat chargé d'exécuter les basses besognes de la classe dominante ; quand les femmes se donnent les moyens de lutter contre la double exploitation dont elles sont l'objet ; quand la contestation écologique récuse des décisions prises au mépris d'un épanouissement réel des hommes ; quand des peuples entament la lutte contre le déracinement économique et culturel, chaque fois, c'est un peu de la révolution qui est en gestation.

LA tâche du PSU est précisément de donner toute sa force à cette réalité-là, d'en rassembler les éléments dans une politique ainsi solidement ancrée dans le concret, de travailler à ouvrir les brèches à travers lesquelles s'engouffreront les aspirations populaires. Ce qui lui crée d'importantes responsabilités.

La première entre toutes, c'est de vouloir que le mouvement populaire gagne, complètement, et donc qu'il en ait les moyens. Ainsi, nous voulons tout faire pour gagner les élections législatives, mais nous voulons dire aussi pour quoi faire et comment le faire. Nous pensons même que c'est un des moyens de la réussite. Faute de quoi, beaucoup auront le sentiment qu'on leur propose de gagner cette première bataille pour retomber ensuite dans des impasses qui nous feront perdre des dizaines et des dizaines d'années. Il nous faudra gagner encore après : contre ceux qui voudront bloquer toute politique réellement différente en se servant des institutions qu'ils ont créées pour cela ; contre ceux qui joueront le sabotage économique comme l'a fait la bourgeoisie au Chili ; contre les puissances multinationales qui voudront étouffer le mouvement ouvrier et populaire comme elles l'ont fait à l'égard du Portugal et contre ceux qui tenteront de le diviser. Pour éviter tout enlisement — qui n'avance pas recule — elles devront être menées rapidement. *Ce doit être la tâche d'un gouvernement de gauche ; mais celui-ci ne la mènera à bien que s'il existe une puissante mobilisation populaire qui, de bataille en bataille, deviendra le véritable moteur de l'évolution.*

MOBILISATION populaire, cela ne veut pas dire qu'on passera son temps à défiler de la République à la Bastille. Cela signifie une action collective sur tous les lieux de décision, pour impulser les changements et en contrôler l'application. Les premières brèches à ouvrir sont à la fois un objectif de cette mobilisation et un moyen de la développer :

- brèche dans les remparts institutionnels de la bourgeoisie, qui passe à la fois par l'anéantissement de pouvoirs qu'elle s'est arrogés de conserver même contre une majorité hostile (en commençant par ceux du président de la République), et par un contrôle des travailleurs sur le fonctionnement des appareils de l'Etat ;
- brèche dans les remparts économiques de la bourgeoisie, qui demande à la fois une appropriation collective des moyens de production et de financement (d'où l'importance de vastes nationalisations), et un contrôle des travailleurs sur l'ensemble des entreprises, qui fasse cesser la toute-puissance de leurs patrons ;
- brèche dans les défenses internationales de la bourgeoisie, qui suppose de privilégier les alliances politiques et économiques avec les peuples et les Etats qui cherchent, eux aussi, à se libérer de la tutelle du capitalisme mondial. Cela demande aussi un large accord populaire sur les objectifs poursuivis, et donc que ceux-ci soient sortis du débat de spécialistes où

on veut les enfermer, mais largement discutés, tranchés démocratiquement et contrôlés dans leur application concrète (jusque dans la politique d'export-import des entreprises).

- brèche dans l'ensemble du dispositif d'oppression que s'est forgé la bourgeoisie, dans le domaine des libertés d'information, d'association, d'action, syndicales, qui ne sera pas obtenue simplement en votant de nouvelles lois, mais par un contrôle vigilant de leur application dans tous les domaines.

C'est à partir de là que pourront être mis en œuvre des transformations fondamentales : une autre organisation de la société, une autre économie et une autre croissance, d'autres rapports entre les hommes. Or, dans chacun des exemples des brèches qui permettront d'y parvenir, nous avons vu apparaître *deux types de moyens* : des transformations certes validées par la nouvelle majorité et le gouvernement issu des élections, mais aussi cette mobilisation, avant pour créer le rapport de forces nécessaire, après pour contrôler. D'où les deux axes d'initiatives du PSU :

- d'une part, engager le débat sur les objectifs politiques d'un gouvernement de gauche, faire en sorte que le maximum d'unité se fasse sur ces questions et qu'à tout le moins, lorsqu'elle ne se fait pas, on connaisse parfaitement les termes du choix que les travailleurs auront à trancher. Si le PSU n'a pas signé le Programme commun justement parce que celui-ci est loin de répondre à toutes ces exigences, il n'en veut pas moins contribuer à tous les progrès qui sont possibles pour mieux faire face aux problèmes de demain. Rien n'est plus éloigné de notre attitude qu'une sorte de politique du pire qui consisterait à tirer gloire et vanité... des erreurs ou faiblesses des autres. Ce genre d'autosatisfaction solitaire coûte cher dans l'histoire.

- d'autre part, donner la plus grande force à tous ceux qui, déjà, dans leur action, ont montré qu'ils étaient les plus résolus à s'engager dans la voie ci-dessus décrite. Ce qui veut dire préciser avec eux ce que peut être aujourd'hui un programme autogestionnaire, préparer avec eux le maximum de coordination de nos efforts avant, pendant, après les législatives, et ainsi faire mûrir la possibilité de constituer une grande force autogestionnaire.

Bien entendu, l'un ne va pas sans l'autre. Il n'y a pas de combat pour l'autogestion qui ne commence dans la volonté unitaire de battre la droite. Il n'y a pas d'unité populaire victorieuse sans son indispensable composante qu'est le courant autogestionnaire. Par ailleurs, nous estimons que l'ensemble de ces discussions ne doit pas se limiter à des formations politiques, qu'il doit être ouvert à toutes les forces du mouvement ouvrier, syndicales, associatives... à condition de respecter leur volonté d'autonomie. Autonomie indispensable si l'on ne veut pas réduire la mobilisation populaire à une simple orchestration d'une politique gouvernementale de gauche.

TELLE est la voie dans laquelle il faut s'engager. Il n'y en a pas d'autre. Elle est possible : elle est dans la droite ligne des grands combats qui ont ébranlé le capitalisme et son pouvoir au cours des dernières années. Elle commence aujourd'hui dans la lutte contre la politique des patrons et du gouvernement, parce qu'il faut continuer à les affaiblir, parce-qu'il faut saisir toute occasion d'imposer les débuts d'un contrôle, parce que c'est maintenant que les travailleurs doivent se préparer à imposer une autre politique dans tous les domaines.

Que le pouvoir ne passe pas simplement d'une équipe gouvernementale à une autre, mais qu'il soit à travers sa mobilisation conquis par la classe ouvrière et ses alliés : *c'est cela, la révolution*. Que cela se produise parce que, à travers l'extension de l'initiative et du contrôle populaires, la collectivité des travailleurs prend en main l'ensemble de ses activités : *c'est cela, l'autogestion*. Vous le voyez, ce ne sont pas de vieilles lunes ou de très lointains soleils. C'est une autre fête, proche si vous le voulez.

M.M. ■

où va la France ?

congrès du parti socialiste faux semblants et vrais débats

Le prochain congrès du PS, qui se tiendra à Nantes à la mi-juin, sera consacré à des problèmes internes. C'est Pierre Mauroy — expert on ne peut plus qualifié — qui le dit. Il a certainement de sérieuses raisons de le penser.

D'ailleurs Michel Rocard est de son avis. « L'enjeu de ce congrès », a-t-il confié au *Nouvel Observateur*, « est de réaliser au plus vite la cohérence du parti ». Et d'ajouter, avec la nuance du respect qui convient : « il faut maintenir l'autorité de la direction et du premier secrétaire ».

Le CERES, en revanche, fait mine de s'en indigner et de croire qu'il est encore possible de « placer le congrès sur son véritable terrain », celui d'un débat politique sur les tâches du PS dans la prochaine période.

Mais qui s'y trompe ? Y aura-t-il « synthèse » entre la motion majoritaire et celle du CERES ? En d'autres termes, le CERES réintègrera-t-il le secrétariat du PS et, si oui, au prix de quelles concessions ? Telle est la seule véritable enjeu du congrès de Nantes. Le CERES explique qu'un accord politique — hautement souhaitable — ne peut intervenir qu'après débats et votes. On se comptera. Position on ne peut plus correcte, en principe. A moins que les véritables conditions d'un accord éventuel soient soigneusement mises sous le boisseau, de sorte qu'en dernière analyse seuls F. Mitterrand et les dirigeants du CERES en détiennent les clefs.

curieux suspense...

On assiste donc à un curieux suspense sur un fond de faux-semblants et de vrais ambiguïtés. Les militants du PS sont appelés à se prononcer sur des questions politiques de fond, mais de telle façon que rien — et surtout pas les problèmes épineux — ne soit vraiment tranché.

Cette curieuse ambiance est bien reflétée par le texte, paru dans *Repères*, la revue du CERES. Après une énumération des principaux obstacles qu'un gouvernement de gauche devra affronter, il affirme : « on ne (les) vaincra pas par des accommodements successifs ». Le ton — on le voit — est des plus vigoureux. Mais passons aux solutions politiques préconisées.

Le verrou institutionnel ? « La gauche doit dire dès maintenant qu'en cas de conflit (avec Giscard) le peuple devra trancher ». C'est la moindre des choses...

Le verrou économique (mur d'argent, fuite des capitaux, etc.) ? « Seule l'application immédiate du noyau dur du Programme commun permettra... ». Ben voyons !...

Le verrou international (pressions économiques, etc.) ? « La marge de

manœuvre est étroite. Raison de plus pour l'élargir ». Logique...

Le Parlement européen ? « Il est nécessaire de dégager une position commune à la gauche tout entière... ». Ça serait déjà ça...

En somme, on fait semblant de se saisir des vrais problèmes ; dans le style : « Retenez-moi ou je fais un malheur ». Les dirigeants du CERES veulent visiblement réintégrer l'appareil dirigeant du PS. Ils n'en font pas, d'ailleurs, réellement mystère. Ils ont donc été conduits à feindre de mener une bataille politique, sans la mener vraiment, de façon à ménager leur base et à se trouver dans le meilleur rapport de forces possible à Nantes...

Les deux motions qui s'affronteront au congrès seront vraisemblablement rédigées de telle sorte qu'une « synthèse » soit possible et que, si désaccord il y a, chacun apparaisse comme ayant défendu avec fermeté des « positions de fond ».

le pavé dans la mare

Il est symptomatique, dans ce contexte, que la prise de position de Patrick Viveret contre la force de dissuasion (1) fasse figure de pavé dans la mare. Car il s'agit là d'un véritable problème politique, aux implications multiples (2). De surcroît, en réclamant l'ouverture d'un débat, sanctionné par un conseil national, les animateurs de la revue *Faire* soulèvent l'épineuse question de la manière dont les décisions y sont prises.

Or, de séminaires en colloques, ce sont finalement les « experts » patentés qui font la politique du PS, tandis que les instances régulières de cette organisation sont appelées à entériner des décisions déjà prises — quand elles ont à en débattre.

Il est frappant de constater à quel point, dans ses sommets, le PS modèle son fonctionnement sur les institutions politiques qu'il s'apprête à investir. Tout se passe comme si le premier secrétaire-président était détenteur d'une « légitimité » qui ne devrait rien au parti lui-même. Il décidera seul de la composition de son secrétariat-gouvernement, non sans avoir précisé qu'il ne laissera pas s'instaurer le système des tendances-partis.

Dans une telle structure, l'existence d'une opposition de gauche structurée est difficilement tolérée ; elle le sera encore moins lorsque le PS sera au pouvoir.

C'est pourquoi le CERES, d'une

façon ou d'une autre, sera contraint, après le congrès de Nantes, de rentrer dans le rang et, s'il veut réintégrer le secrétariat national, de manifester une allégeance sans détour au premier secrétaire et à son action. La

minorité de gauche du PS s'engage dans ce processus à reculons.

Léo GOLDBERG ■

(1) Cf. *Le Matin de Paris*, 26 mai

(2) Cf. ci-après l'article d'Alain Joxe.



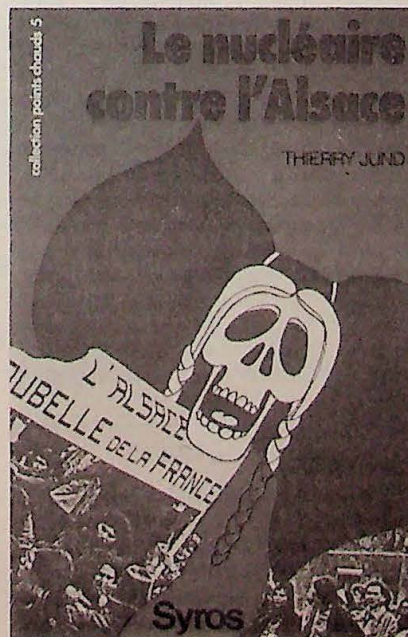
F. Mitterrand : une légitimité qui ne devrait rien au parti lui-même.

vient de paraître aux éditions Syros

dans la collection
« points chauds »

◀ 18 F

Les U.S.A. ralentissent leur programme nucléaire. L'Allemagne recule devant l'opposition populaire : Wyhl ne sera pas construite. En France, cependant, le gouvernement poursuit son « pacte avec le diable ». Véritable boulevard nucléaire, l'Alsace, inquiète, s'interroge. Après Fessenheim, d'autres centrales seront-elles construites ? Qui en décide ? Qui en profite ? Quels sont les risques écologiques, humains ? Dans quel engrenage mettons-nous la main ? Ce livre est le fruit d'une réflexion collective menée par la commission Ecologie-Nucléaire du Parti socialiste unifié d'Alsace. ■



dissuasion nucléaire : la gauche devant ses responsabilités

La France est-elle « puissance nucléaire » depuis 17 ans ou depuis cette année seulement ? Ce n'est pas la première explosion atomique du 13 février 1960 qui lui a donné cette « défense nucléaire » à laquelle tout le monde paraît tenir désormais jusque dans l'union de la gauche. Ce n'est pas non plus le premier Mirage IV mis en place le 1^{er} octobre 1964, ni le premier escadron de Mirages IV déployé au printemps 1966, ni les missiles du plateau d'Albion, en 1971, ni l'apparition du premier sous-marin nucléaire dans la rade de Brest, cette même année 1971. Si on met de côté les mirages qui continuent à être comptabilisés comme vecteurs nucléaires, malgré le peu de chances qu'ils ont d'accéder à un objectif, et le plateau d'Albion, qui ne peut servir qu'en première frappe, c'est-à-dire jamais, on peut dire que la France est puissance nucléaire depuis 1977 grâce à ses 4 sous-marins.

Elle n'est pas pour autant une puissance nucléaire autonome ; sa dépendance à l'égard des radars d'alerte et des systèmes de guidage par satellite des Etats-Unis le lui interdit. Nous n'aurons pas la cruauté de nous étendre trop sur les Plutons : ces « mortiers atomiques » peuvent évidemment « arroser » l'Allemagne de l'ouest ; ce qui peut servir, dans des hypothèses d'invasion par colonne de char du type 1940 (à supposer qu'il s'agisse de chars russes). Ce sont surtout des joujoux coûteux, destinés à contenter l'armée de terre dominée par les tankistes en même temps que des symboles ralliant quelques paysans des marches de l'Est qui dans leur gros bon sens n'ont jamais pensé que notre dispositif nucléaire pouvait réellement servir contre l'immense panoplie russe, mais qui se trompent en pensant qu'une invasion allemande prendrait aujourd'hui la même forme qu'en 1940.

ralliements

Toujours est-il qu'après le ralliement du PS à la « force de frappe », nous avons ce mois-ci le ralliement du PC. Les « politiques » de ces partis ne peuvent pas passer pour des politiques de défense, même si ce sont des politiques militaires. Ils auront du mal à faire croire à leurs militants que ce revirement complet depuis la signature du Programme commun n'est pas un simple opportunisme destiné à rallier à la gauche des militaires professionnels pour qui la défense nucléaire est un article de foi.

L'union de la gauche esquisse une démission devant une tâche politique qui consistait si possible à imposer à l'armée une doctrine nouvelle de défense compatible avec les objectifs de la gauche au pouvoir et la défense de transition socialiste. La position prise par le PC est fort ambiguë : la maintenance du système nucléaire français est subordonné par J. Kanapa à l'acquisition d'une véritable autonomie, c'est-à-dire d'un système

de guidage et d'alerte qui ne devrait rien à la bienveillance des Etats-Unis. Cette position est cohérente ; mais elle implique nécessairement une augmentation des dépenses de défense, ou du moins affectées à la recherche spatiale et électronique pour raison de défense. Elle est néfaste parce qu'elle accepte d'entrer dans le mythe de l'importance primordiale de la défense nucléaire pour la défense de l'autodétermination française.

Dans l'atmosphère électoraliste qui prévaut aujourd'hui, il faut tenter de dire tout haut ce que certains disent tout bas.

1^o) Qu'il le veuille ou non, un Etat qui a acquis une capacité de construction d'armement nucléaire ne peut pas perdre cette capacité, à partir du moment où il maintient à un niveau élevé son effort général de recherche et de développement. Israël et l'Inde jouent actuellement sur cette simple capacité pour maintenir une sorte de dissuasion nucléaire. La France pourrait aisément prendre la tête des pays « potentiellement nucléaires » sans courir des risques pour sa sécurité et son autonomie militaire. Il peut par contre parfaitement perdre son autonomie, non seulement militaire mais économique et scientifique ; en s'accrochant à l'importance d'un fétiche nucléaire en fait confié en sous-traitance par les Etats-Unis, certains militaires français constituent un groupe de pression inconscient favorable à la doctrine Nixon, c'est-à-dire à l'asservissement invisible des particularismes nationaux par l'empire américain.

une défense digne de ce nom

2^o) Une politique de défense digne de ce nom consiste à élaborer les moyens de faire face aux menaces concrètes qui pèsent sur un pays, et ce en fonction des objectifs que ce

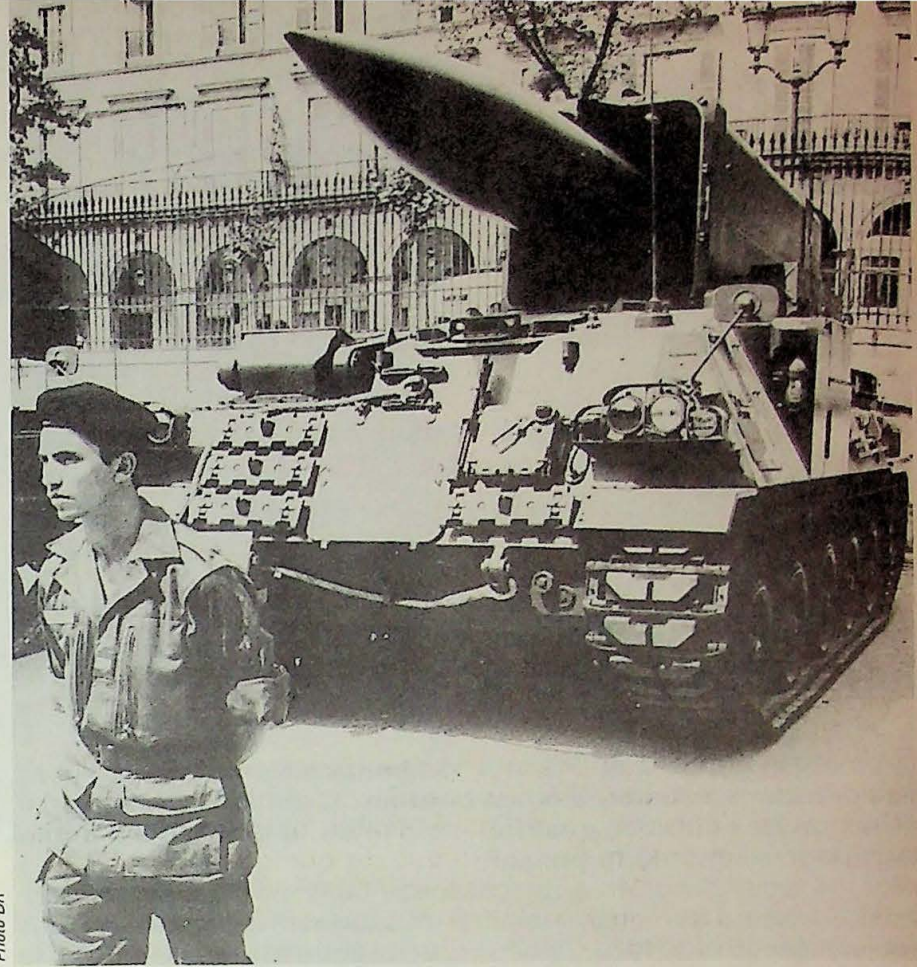


Photo DR

Les Plutons... ces « mortiers atomiques »...

dernier s'est fixé. La gauche, par hypothèse, se fixe comme objectif la transition au socialisme. Les menaces qui pèsent sur la France au cas où la majorité électorale donnerait à cette option un commencement de réalisation, ne sont pas des menaces de guerre nucléaire. La défense indépendante de la France pendant une expérience de transition socialiste ne peut pas reposer sur l'armement nucléaire, car la menace sera économique, financière et politique.

La menace prendra aussi la forme d'une subversion interne dirigée par les groupes d'intérêts transnationaux en liaison avec certains intérêts bourgeois basés en France et qui tenteront par des moyens de type OAS de provoquer l'inquiétude. Les groupuscules de type OAS sont des menaces dérisoires quand l'esprit de défense d'une population est à la hauteur de la menace. On l'a très bien vu à la fin de la guerre d'Algérie.

On peut supposer enfin que « l'ennemi intérieur » qui nous menacerait, et qui aura évidemment ses bases aux Etats-Unis et en Allemagne Fédérale, s'attaquera aux « points sensibles prioritaires » qui conforment le système de défense nucléaire, et que son but sera de lancer contre la France une attaque classique pour reconquérir le territoire « contaminé par l'idée socialiste » à partir des bases OTAN d'Allemagne, d'Italie ou de Belgique. Ce scénario est le seul au nom duquel la gauche pourrait estimer nécessaire de conserver la dissuasion nucléaire.

Dans les deux cas, défense contre une tentative de mise en condition et de subversion par un groupuscule fasciste ou défense contre une intervention ou une pression classique aux frontières destinée à faire rentrer la France dans le rang de la social-démocratie germanique, les véritables problèmes de défense se situent au niveau de la dissuasion et de la défense populaire. En mettant en avant la ligne Maginot de la défense nucléaire, les partis de l'union de la gauche négligent d'annoncer qu'une nouvelle alliance de classe entraîne un nouveau déploiement des forces morales et une nouvelle doctrine de défense. Ont-ils renoncé à faire du gouvernement de l'union de la gauche une nouvelle alliance de classe, ou préfèrent-ils cacher encore leur nouvelle doctrine de défense ?

3^o) C'est un calcul dangereux et sans lendemain de penser masquer au corps militaire professionnel les ambiguïtés d'une pensée militaire. La paralysie actuelle du gouvernement, déchiré entre le giscardisme atlantique et le gaullisme des épigones, empêche la droite d'avoir une politique de défense cohérente. La doctrine militaire actuelle est un collage en train de se déchirer ; les budgets militaires sont des contraires de décision. Les militaires ne sont pas dupes. La gauche, si elle a quelque chose à dire, n'a qu'à le dire. Si l'aventure que représente de toutes façons une expérience de gauche succédant à trente années de domination de la droite ne commence pas par la détermination ferme en matière de défense, de repenser la dissuasion en des termes tels qu'ils s'accordent avec les forces morales nouvelles libérées par une victoire politique, alors l'expérience de la gauche aura mal commencé. De là à penser qu'elle puisse mal finir...

Alain JOXE ■

(1) Il faut au moins trois sous-marins nucléaires pour faire une force stratégique : un sous-marin à la mer, un sous-marin au repos, un sous-marin en carénage. En fait, il en vaut mieux quatre de façon à pallier un accident concernant l'unique sous-marin opérationnel à la mer.

Ce que dit le Programme commun

CHAPITRE II

LE DÉSARMEMENT ET LA DÉFENSE NATIONALE

Le désarmement général, universel et contrôlé sera l'objectif principal du gouvernement. Celui-ci fondra pour la durée de la législature sa politique de Défense nationale et de désarmement sur les principes suivants :

- Renoncement à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit ; arrêt immédiat de la fabrication de la force de frappe française ; reconversion, selon un échéancier précis, de l'industrie nucléaire militaire en industrie atomique pacifique avec le souci de préserver les intérêts des travailleurs concernés. En aucun cas, les problèmes posés par cette reconversion ne serviront de prétexte au maintien de l'industrie nucléaire militaire.
- Arrêt immédiat des expériences nucléaires et adhésion aux traités d'interdiction des explosions nucléaires et de non-dissémination des armements nucléaires.
- Signature des traités internationaux conclus sur la limitation et l'interdiction de certains armements. Initiatives en faveur de l'extension de ces traités. Participation active à la Conférence de Genève, ainsi qu'à toute autre conférence, sur le désarmement.
- Proposition d'une négociation mondiale visant au

radio verte est morte... vive les radios vertes !

Effacement brouillée par un émetteur situé sur la Tour Eiffel, Radio-Verte s'est tue. Fin du premier acte qui avait fort mal débuté avec l'épisode Jean-Edern Hallier, épisode dû à l'initiative (pour le moins) malencontreuse de quelques membres de l'équipe technique. Mais cet incident a eu le mérite aussi de faire voler en éclats quelques malentendus : certains des techniciens voulaient à toute force « faire leur radio », quel qu'en soit le contenu, et ils avaient en définitive pensé que l'écologie était pour l'heure le meilleur des supports pour les aider à mettre sur pied un rêve qu'ils poursuivent et préparent depuis deux ou trois ans. A l'opposé, si l'on peut dire, certains écologistes pensaient, qu'il suffit de *dire* pour que les radio écologiques surgissent partout comme par miracle.

Sur ces bases, il y a eu divorce entre les techniciens de Radio Verte et les écologico-politiques qui devaient les alimenter en matériaux sonores. Depuis quelques jours les techniciens se sont presque tous retirés sous leur tente et les écologistes des Amis de la Terre s'efforcent de répartir sur des bases nouvelles.

Radio Verte est morte, c'est indéniable, mais les radio vertes sont sur le point de naître, c'est non moins certain. Une équipe des Amis de la Terre et de sympathisants travaillent d'arrache-pied à résoudre les problèmes techniques de façon différente, à préparer des cassettes à diffuser et aussi, car cela compte, à assurer le financement de l'entreprise.

« radio verte 001 »

Deux slogans à l'affiche des nouvelles radio-vertes en gestation : « encore 20 milliards et radio verte émet » et « pour que la Baleine ne soit pas bouffée par les gros requins ». Ces slogans on les trouvera, avec un très chouette dessin de Reiser, sur la cassette « Radio verte 001 » qui sera bientôt mise en vente de 35 à 50 francs, selon le circuit de vente, pour financer le fonctionnement des futures stations émettrices des Amis de la Terre.

Principe de ces nouvelles radios : on renonce à la super-sophistication sans pour autant donner dans le n'importe quoi. On a recours aux spécialistes pour expliquer, pour commenter l'actualité, mais en même temps on réserve une large place à l'information immédiate, à l'information des quartiers, aux nouvelles qui surgissent des luttes quotidiennes.

L'équipe qui a repris le travail ne cherche pas à dissimuler que la qualification technique sera (hélas, bien sûr) nécessaire pour faire fonctionner ces radios, mais elle s'efforcera d'initier le plus rapidement possible un maximum de gens. Une tâche dont il ne faut pas se dissimuler qu'elle est malaisée : car dans l'état actuel des techniques, si l'on veut éviter les

reproches faciles, si l'on veut éliminer des interférences qui peuvent effectivement être dangereuses, si l'on veut — ce qui est quand même essentiel — être entendu d'un grand nombre de gens, il faut une solide base de connaissances technologiques.

C'est se moquer des gens que de laisser croire que n'importe qui, c'est-à-dire tout le monde, peut installer sa

radio et la monter comme un jeu de mécano. Ce qui est certain, c'est qu'il est possible de la faire, moyennant le recours à des installations ou à des éléments en provenance de l'étranger, sans entreprendre de grandes dépenses. Mais ce (relativement) faible coût exclut le bricolage amateur. On peut le regretter, mais c'est comme cela. Ce qui explique, par exemple, que la nouvelle équipe ait renoncé à émettre pendant la fête du PSU et sous la protection de tous ceux qui y participeront ; ce qui, politiquement, aurait été une idée nettement plus juste que d'aller se planquer dans l'appartement de Jean-Edern Hallier. Mais il se trouve que le parc de la Courneuve est trop proche de l'aéroport du Bourget : dans l'état actuel de leurs préparatifs techniques, les animateurs des futures radios vertes ne pouvaient pas courir le risque, si minime soit-il éventuellement, de créer une interférence sur les longueurs d'onde utilisées pour le radioguidage des avions.

Quand les radios vertes recommenceront à émettre, ce qui ne devrait pas tarder de plus de quelques jours pour celle du 18^e arrondissement que préparent des militants d'ex-Paris-Ecologie, le problème du monopole et du brouillage éventuel restera posé. Même si, pour ce dernier point, des parades sont mises au point.

Pour l'instant, au sein du gouvernement, c'est la tendance dure qui l'a emporté. Mais il n'est pas évident que cette obstination dans le *non* se

maintienne éternellement, indépendamment des actions juridiques qui ont d'ores et déjà été engagées par un des avocats des Amis de la Terre, Maître Huglo. En effet, chez les Républicains comme au RPR, on commence à se dire que, dans quelques mois, c'est-à-dire après des élections législatives perdues, ce monopole des ondes pourrait se révéler un peu gênant. Des exemples fameux ne manquent pas pour rappeler qu'une radio est un instrument très efficace de mise en condition d'une population aux prises avec un nouveau gouvernement.

déjà, des « précédents »

Au gouvernement, plusieurs voix s'élèvent pour expliquer qu'une disparition, au moins partielle, des impératifs du monopole de diffusion pourrait être une manœuvre payante à moyen terme. Cette perspective ne condamne pas *a priori* la tentative des écologistes, mais elle amène quand même à réfléchir. C'est d'ailleurs pour cette raison que les Amis de la Terre ne réclament pas la disparition du monopole mais des dérogations basées sur la partie de la loi qui dit, plus ou moins clairement, qu'elles seront possibles lorsque des « publics particuliers » seront concernés. Un bon moyen de limiter les dégâts expliquent des écologistes, serait de réclamer et d'obtenir que les dérogations ne soient accordées que pour des radios à buts non lucratifs. Ce qui ne règle pas tous les problèmes puisqu'on connaît des partis politiques pour lesquels une dépense « improductive » ne créerait pas d'insurmontables difficultés financières.

A noter aussi que des dérogations officielles ont déjà été accordées aux sept villes qui ont obtenu, il y a quelques années, le droit d'installer et d'exploiter, par le biais de sociétés d'économie mixte, des réseaux de télévision par câble. Si ces nouvelles stations n'ont finalement pas émis — les crédits d'Etat ont été coupés à Grenoble au bout de deux ans et demi alors que l'expérience, là, a fonctionné à plein — c'est qu'au dernier moment le pouvoir ou les notables en place ont hésité devant le danger politique potentiel de ces expériences. A remarquer encore, dans le domaine des « précédents », qu'outre l'installation en France d'un émetteur de Radio Monte-Carlo, la ville de Martigues, dont la municipalité est communiste, a fait fonctionner pendant trois mois, plusieurs fois par semaine, une station de télévision « pirate » qui portait à une vingtaine de kilomètres. Cette expérience a coûté 300 millions anciens en investissement il y a quelques mois. Elle est pour l'instant en sommeil.

Tout cela pour dire que dans les têtes et les projets, les radio vertes sont loin d'être muettes, même s'il faut attendre quelques jours ou quelques semaines pour les retrouver sur le transistor. Elles ont relancé bien des idées, bien des convoitises, mais aussi bien des espoirs.

C.M. VADROT ■

● La Coordination des radios vertes se trouve toujours à l'Espace Tribuche, 3, rue de la Bûcherie, 75005 Paris.



Photo DR.

produire ailleurs

Ne plus produire ici : c'est le choix fait des dirigeants des industries du textile et de l'habillement. Où vont-ils investir ? Dans les pays en voie de développement. Pourquoi ? Parce que, comme leurs concurrents japonais, américains et allemands, ils préfèrent s'implanter dans des pays où la main-d'œuvre est bon marché, où l'on peut récupérer des aides des Etats (ex-colonies) au besoin, contre des ventes forcées d'armes.

Ce néo-colonialisme se modèle sur les modifications de la concurrence internationale pour déplacer les activités d'un pays, d'un continent à l'autre. Il se pare, de plus, d'un discours sur « l'aide au tiers monde », sur son « industrialisation ». Mais le choix répond à des considérations bien plus terre à terre.

les « paradis d'exploitation »

La carte des implantations privilégiées est éclairante. Le patronat européen choisit les « paradis d'exploitation » : Brésil, Côte-d'Ivoire, Ile Maurice ; et plus récemment l'Asie du Sud-Est : Indonésie, Malaisie, Corée du Sud, Formose, Singapour. Ainsi Taiwan, Hong Kong et la Corée du Sud produisent 900 000 tonnes de fibres chimiques, autant que la RFA, premier producteur européen. Les équipements réalisés par les capitalistes français ou européens ne sont nullement destinés à satisfaire les besoins locaux, mais les exportations. Ils ne créent pas forcément un grand nombre d'emplois dans ces pays car, souvent très modernes, ils poussent la mécanisation à outrance. Face à une main-d'œuvre bâillonnée par les régimes politiques de ces régions, subissant le sous-emploi, les trusts ont beau jeu de produire au moindre coût.

Ils y sont encouragés notamment par la Banque européenne d'investissement qui leur consent des prêts à 30 ans sans intérêts pour « aide au développement » (alors qu'une usine textile peut être amortie en cinq ans). Ils ont également la possibilité de sur-profit immédiat par une facturation excessive de l'assistance technique ainsi que des pièces détachées. L'encadrement technique européen, 8 à 15 % des effectifs, perçoit plus de 50 % de la masse salariale. De plus, les pays où ils s'implantent leur consentent des avantages financiers. Ainsi en Turquie, les entreprises exportatrices de filés de coton bénéficient d'une remise d'impôts de 2,5 % d'exonérations de taxes et charges diverses. Au Brésil, certaines taxes

ne sont pas réclamées. En Irlande, il n'y a pas d'impôts sur les produits vendus à l'exportation. Dans les pays d'Asie du Sud-Est, les charges sociales des employeurs sont réduites au minimum...

Le rôle du gouvernement français accentue ces implantations. Les commis commerciaux que sont les ministres négocient « l'amitié française » : l'aide d'Etat à l'Etat diminue au profit d'une assistance financée, directement liée à des projets industriels précis téléguidés par des sociétés françaises. Le textile devient une monnaie d'échange : *Je vous vends des armes, du nucléaire et vous achetez votre coton*, voilà le nouveau troc. Giscard et ses ministres facilitent ensuite la venue des industries françaises. Divers organismes en sont chargés : la COFACE prend des participations dans le capital des sociétés étrangères clientes ; la Caisse centrale de coopération économique participe aux investissements dans la zone franc ; la Banque française pour le commerce extérieur (BFCE) aide aux investissements dans le reste du monde.

Prime au départ, prime à l'arrivée, financement assuré, avantages fiscaux, salaires bas ; on comprend que les patrons fassent le déménagement ! Fin du fin, les ministres viennent les cautionner, les « inaugurer » : Norbert Ségard, ministre du Commerce extérieur salue en mars 1975 la création de l'usine Franco-Singore Textiles, filiale de la fabrique française de Tricots Montagut.

pas si sauvages que ça !

On ne compte plus les filiales des trusts français à l'étranger. Agache-Willot aligne 11 entreprises à l'étranger, en Afrique surtout ; DMC-Texunion s'en offre 43 en Europe, en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud ; Prouvost-Masurel en compte 15, Coisne et Lambert 7 ; Bata produit 10 millions de paires de chaussures au Chili. Pendant ce temps, la production française chute de 20 % dans les filatures, de 17 % dans les tissages,



Photo Lebrun

habillement, cuir, textile

Le matin du 22 novembre 1831, les canuts lyonnais inscrivent sur leur drapeau : « Vivre libres en travaillant ou mourir en combattant. » Leur bataille sera réprimée dans le sang. Elle demeure une des grandes dates de l'histoire de la lutte de classe en France.

Aujourd'hui, les canuts ne sont plus. Les chasubles d'or, les manteaux et rubans en sautoir de la chanson, les soieries, cotonnades et belles laines ont cédé la place aux fibres chimiques, aux articles standardisés, au prêt-à-porter ; les cuirs longuement tannés et apprêtés sont remplacés par le plastique et le skai tandis que la nostalgie des matières nobles fait reflourir l'artisanat.

On brisait hier, dans un réflexe de colère contre la modernisation qui ruinait déjà les ouvriers, les premiers métiers mécanisés. On ne sabote plus aujourd'hui les jacquarts électroniques, les tricoteuses automatiques, les métiers sophistiqués qui font pourtant des industries de main-d'œuvre que sont traditionnellement les industries du textile, du cuir et de l'habillement, des industries de plus en plus « capitalistiques » dont les machines requièrent des investissements lourds et des effectifs plus légers.

Aujourd'hui comme hier en effet les mutations technologiques, l'innovation technique, le « progrès » comme on dit, non seulement ne profitent guère aux ouvriers — qui restent parmi les plus mal payés et les plus durement exploités des travailleurs français — mais s'effectuent contre eux.

de 9 % dans le fil coton, de 20 % dans les fibres chimiques, de 17 % pour les autres fibres.

S'indignant vertueusement, exhibant, moins « vertueusement », pour

appuyer ses dires des soutiens-gorge, M. Limouzy, rapporteur de la commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile a fait devant l'Assemblée nationale une petite démonstration, le 19 mai dernier : le coût total d'un article fabriqué dans le Sud-Est asiatique et importé en France correspond... au prix du seul tissu employé quand celui-ci est produit en France. Faut-il s'étonner ? Non, car l'honorable parlementaire oublie de mentionner que les importations sauvages sont organisées par le patronat lui-même. Ainsi les achats de produits finis chez Prouvost-Masurel sont passés de 25 millions en 1974 à 33 millions de francs en 1976 (dont 9 en provenance d'usines de groupe). Au magasin d'usine, à Cambrai, on trouve des pulls « made in Tunisia » mais on chôme à la Lainière et on procède à des licenciements dans le secteur chaussettes. Il est vrai que

LES DIX PLUS GROS CHIFFRE D'AFFAIRES A L'ETRANGER

	Chiffres d'affaires hors taxes réalisés à l'étranger en 1975 (en milliers de F)	Pourcentage par rapport au CA total	Nombre de pays où sont implantées des filiales
Groupe Rhône-Poulenc	9 725 000	54 %	51
Groupe Dollfus Mieg (DMC)	947 890	48,3 %	55
Texunion	852 734	54,3 %	6
Lainière de Roubaix	847 580	45 %	10
Prouvost Masurel	418 000	35 %	?
Agache Willot	245 132	20 %	16
Vandeputte Fils et Cie	152 706	47 %	?
Sommer expl.	137 151	27 %	14
Schaeffer impression	122 500	34 %	6
André Roudière et Cie	114 000	46 %	?



les nouveaux canuts

Comme évoluent contre eux les règles d'une concurrence internationale aggravée. Parce que les industries correspondantes italiennes, allemandes, américaines, à haut niveau de technicité, concurrencent sévèrement la production française ; parce que le Sud-Est asiatique, l'Amérique latine, les pays du bassin méditerranéen produisent et vendent désormais, grâce aux investissements mêmes de ceux qui crient à la concurrence sauvage, des tissus, vêtements et chaussures qui peuvent rivaliser, en qualité et en prix, avec la production de l'Hexagone ; parce que le commerce mondial du textile se développe plus rapidement que la consommation mondiale : pour toutes ces raisons, le patronat, encouragé par les pouvoirs publics, *modernise, restructure*, bref licencie pour *adapter* la production française aux impératifs de la concurrence internationale, pour « *adapter* » les hommes aux exigences du profit maximum.

La révolte des canuts, les gestes désespérés qui brisaient les machines ont aussi pris de nouvelles formes. Mais ce n'est sans doute pas un hasard si le syndicalisme dans les branches du textile, du cuir et de l'habillement est parmi l'un des plus combatifs du mouvement ouvrier. Le dernier congrès d'Hacuitex (CFDT) en donne la preuve : si la gauche demain s'installe aux commandes du pays, les travailleurs du textile n'en seront pas pour autant *sauvés* ; sans pessimisme, mais aussi sans illusions, ils compteront avant tout sur leur propre action.

Dossier réalisé par Yves SPARFEL ■

2 200 000 paires de chaussettes viendront de Corée.

Ce cas n'est pas unique. Texunion, Bidermann, Rosy Montagut et bien d'autres font de même. L'indignation d'un certain patronat contre les importations sauvages, celui de la bonneterie auboise pour être plus précis, ressemble fort à l'affaire du voleur qui crie « au volé ». Les patrons de la région troyenne oublient-ils que leurs collègues se sont « dégraisés » de tout ce qui ne leur convenait pas ? Poron a vendu sa licence de la marque Aborda aux producteurs japonais et marocains, Valton a fait de même au Liban, en Espagne, au Japon ; Vitoux s'est installé au Portugal et au Mexique. Mieux : le groupe Lévy a des participations dans les grands magasins : Nouvelles Galeries, Uniprix ; il a une usine en Israël, une autre au Japon, encore une en Egypte ; on vend dans ses magasins

des pulls ou des chemises « Lacoste » qui en proviennent.

à qui le crime profite ?

Ce crime tant dénoncé renvoie bien à la question d'usage : à qui profite le crime ? De fait les importations « sauvages » ne le sont pas tant que ça. Alors que les industries françaises restent à même de couvrir les besoins d'habillement dans notre pays, la logique du profit, de l'exploitation, conduit à un déséquilibre progressif de la balance commerciale française pour ces produits. Les investissements à l'étranger passent de 1 593 millions de francs en 1968 à 4 700 pour l'ensemble des professions habillement, cuir et textiles.

Dans la branche cuirs, le taux de couverture des exportations par rapport aux importations passe de 232 %

en 1971 à 170,4 en 1974. La balance commerciale textile fait apparaître un solde négatif de 0,8 milliard de francs pour la première fois depuis 1972. Dans l'habillement, le solde bénéficiaire régresse d'année en année. Malgré l'accord international de décembre 1973, signé par 39 pays industriels et en voie de développement, prévoyant des quotas de hausse des importations de 6 % par an, une augmentation de 60 % en deux ans des importations s'est produite (en provenance des pays signataires de l'accord). C'est une véritable institutionnalisation du non-respect de l'accord multifibre que pratique le patronat français. Rhône-Poulenc-Textile ferme Péage-de-Roussillon, conduisant ainsi à importer la totalité du fil acétate utilisé en France.

Pillage de matières premières dans les pays en voie de développement, importations à bas prix de produits intermédiaires et redistribution de produits finis dans les pays, voilà comment fonctionnent dans un sens les importations sauvages. Dans un autre sens, on voit aussi des employeurs français expédier des tissus, au Maghreb en général, faire confectionner des articles par une main-d'œuvre sous-payée et les commercialiser à un prix de revient réduit (grâce à l'exemption de droits de douane).

Au total toutes ces manœuvres apparaissent comme une vaste opération de reconversion internationale. Le textile, le cuir, l'habillement, meurent en France. Ils renaissent ailleurs au profit des capitalistes. ■

ces branches que l'on abat

Depuis 1974, les dépôts de bilan, fermetures d'entreprises, se multiplient. Moins spectaculaires que la faillite de la sidérurgie, ils ont émaillé l'actualité sociale : TFR, Annonay, Everwear, Buda, Donval, Big Chief, Cyclone, Réo, Dreyfus, Cip, Desombre, Saint-Joseph, Schlumpf, Defrenne... Les licenciements collectifs s'y ajoutent : Colroy, Sommer, Mas, Maniglier, Thaon, Prouvost, Masurel, Boussac, Rhône-Poulenc-Textile...

Les baisses d'effectifs sont chiffrées : dans le textile, le nombre d'emplois a régressé de presque 300 000, passant de 677 000 personnes début 1970 à 385 000 début 1976 ; évolution en dents de scie dans l'habillement où les emplois augmentent légèrement de 1971 à 1973, mais tombent de 339 000 à 300 000 entre 1973 et 1976 ; 429 000 suppressions d'emplois sont enregistrées dans ces deux branches au cours de l'année 1975.

Toutes les régions voient leurs effectifs diminuer. Quatre d'entre elles sont particulièrement visées : le Nord (- 10 770 ; 1975) ; Rhône-Alpes (- 900) ; Alsace (- 3 700) ; Lorraine (- 2 950). En dix ans, 1 000 entreprises à peu près ont disparu, très souvent des petites entreprises de 20 à 50 salariés. Le septième Plan prévoit que 160 000 licenciements seront encore effectués. Ainsi en moins de dix ans, on sera passé d'environ un million à 600 000 salariés dans les trois branches du textile, de l'habillement et du cuir.

A cette réalité, deux causes essentielles, d'ailleurs étroitement liées : la restructuration du capitalisme au plan national avec renforcement ou création des grosses entreprises ; le transfert des activités insuffisamment rentables dans d'autres pays ; schéma classique dans tous les secteurs « en crise ».

l'heure des trusts et de la spécialisation

Dès les années soixante, le processus démarre. En dix ans, le nombre d'entreprises baisse de moitié. De gros groupes de taille européenne

voire mondiale naissent par fusion et concentration successives, mangeant des centaines de petites entreprises. Certes, celles-ci restent numériquement nombreuses. Mais à leur côté se constituent des empires : dans les textiles naturels Agache-Willot (27 000 salariés), DMC (25 000), Prouvost-Masurel (17 000), Boussac (15 500) ; dans l'habillement Bidermann (8 500) ; dans les textiles artificiels et synthétiques Rhône-Poulenc (17 000) ; dans la chaussure : Bata (5 000) et André (2 000)... La concentration des capitaux va de pair avec une modernisation intensive de l'appareil de production. On en connaît les conséquences : déqualification, cadences accrues, réduction d'emplois. L'objectif poursuivi ? Payer globalement moins cher la force de travail.

Ces grands groupes et trusts veulent réaliser la majorité de la production d'ici 1980. Pour faire face aux lois du marché international, ils se réorganisent afin de mieux exporter. L'orientation choisie est la spécialisation dans certaines fabrications. Ainsi dans la région de Roubaix-Tourcoing, dans la vallée de la Lys, l'industrie textile était diversifiée. On y trouvait toutes les gammes de production. Aujourd'hui la ficellerie-corderie, le tissage de draperie, le linge de maison, la texturation, le tissage de maille, les tapis disparaissent partiellement ou totalement. En revanche la production pour l'exploitation d'articles semi-ouvrés de laine peignée devient hégémonique, concentrée dans le groupe Prouvost en particulier.

Pour faciliter cette réorientation, les patrons choisissent de créer de petites unités de production facilement adaptables à des changements

Claude Vernet : « ne pas faire la politique de la droite... »

en fonction des normes de rentabilité. Tout ce qui n'est pas rentable (la finition en particulier) se voit confié à la sous-traitance. A l'image du patronat de la sidérurgie, on brade le non-rentable dans l'immédiat pour se tourner vers le commerce, l'immobilier et la finance.

ainsi vont les affaires

Deux trusts se sont taillés une réputation qui n'est pas usurpée dans ce genre de transfert : les frères Willot, tout d'abord. Ils se sont toujours intéressés à l'immobilier. Ils utilisaient pour cela les terrains des usines qu'ils rachetaient pour les fermer. L'un des quatre Willot lançait à cette occasion, une nouvelle formule dans le jargon de la haute-finance : la « valeur à la casse ». Ces opérations trop voyantes leurs valurent, il y a trois ans des démêlés avec la justice. Il est vrai que leur mainmise progressive sur la distribution des produits textiles en France, leur attirait les rancœurs de leurs concurrents qui leur collèrent un petit scandale sur le dos. Mais la justice est ainsi faite qu'ils ont pu reprendre leur ascension après avoir payé leur écot à la loi : amendes et prison avec sursis. Depuis, ils ont affiné leur système par le biais de multiples sociétés vidées de leurs actifs industriels qui perçoivent des loyers conséquents.

Le groupe Pricel mérite aussi une mention spéciale. Ce holding né des affaires d'une vieille famille d'industriels lyonnais, les Gillet, a en mains le pouvoir de décision sur des centaines de firmes dans le monde entier. Depuis un an et demi, l'arrivée à Pricel d'un homme du groupe Schlumberger, Jérôme Seydoux, illustre ce que signifie la concentration financière. En quelques mois, il a provoqué la liquidation de Cursel (cuir synthétique), réduit les activités non-tissées d'Intissel, livré les brevets de la lainière de Picardie à Asaki, une firme japonaise, revendu à DMC, la majorité de Texunion (filatures, tissages, teintures et impressions), entrepris l'éclatement de Gillet Thaon, premier groupe de teinture français.

Ainsi vont les affaires. Je fusionne. Je vends. J'achète. Je mets à la porte ici. Je modernise là. Résultat ? Pricel s'est peu à peu désengagé du textile pour se consacrer uniquement à l'activité financière.

Ainsi les frères Willot, dont le flair commercial est « légendaire » réalisent aujourd'hui un chiffre d'affaires plus important avec la chaîne Conforama qu'avec leurs usines textiles. Le contrôle de la distribution et de la commercialisation des produits textiles, de grosses chaînes de magasins, a été un enjeu des opérations financières menées ces dernières années. Pourquoi ? Parce que la division internationale du travail étant ce qu'elle est, il devient très intéressant, très *juteux*, pour les capitalistes d'importer des produits finis de l'étranger et de les vendre directement au prix du marché européen. Comme les capitaux n'ont pas de patrie, les groupes français ont décidé d'aller produire ailleurs. Il faut voir comment.

En réponse aux interventions de la première journée sur la vie des syndicats, les problèmes internationaux et les perspectives politiques, Claude Vernet, membre du bureau national de la CFDT, a précisé les points de vue de la fédération Hacuitex. Nous publions ici l'essentiel de son intervention qui résume bien les grandes orientations de ce congrès.

« Des camarades nous ont interrogé sur ce qu'il était possible d'entreprendre au niveau international pour la défense de l'emploi de nos branches. Il faut rappeler que le Comité syndical européen (CSE) pour nos branches a été créé en 1974.

l'axe méditerranéen

La fédération Hacuitex en était membre fondateur. Cela signifie clairement que nous prenons en compte la réalité européenne syndicale et que nous entendons y jouer pleinement notre rôle ; c'est-à-dire utiliser une structure qui permette de développer, de favoriser la lutte, et aux travailleurs confrontés aux problèmes précis d'emploi de se rencontrer,

d'échanger l'information, d'étendre la solidarité.

L'intervention du représentant de la CSE confirme nos réserves. La CSE ne doit pas être un instrument au service du paritarisme européen, alors qu'au plan national nous le refusons. La CEE n'a pas à être l'interlocuteur ni le coordinateur de réunions.

La CEE, ne l'oublions pas, n'est que la somme de plusieurs Etats capitalistes développés qui ne peuvent s'entendre que sur le dos de la classe ouvrière. Dans cette situation, le CSE doit permettre l'action sur des problèmes précis, ponctuels, tel que la fermeture d'entreprises dans le cadre des multinationales. Son rôle ne doit pas se limiter à auditionner quelques suggestions de syndicalistes « avertis des problèmes internationaux » dans les salles feutrées de la CEE. Le CSE

doit être l'instrument des travailleurs dans une optique anticapitaliste. Nous prenons en compte cette réalité européenne mais nous la voulons au service des travailleurs, dans leurs structures.

La réalité internationale est bien une des préoccupations importantes de la fédération. Les délégations étrangères présentes à notre congrès l'attestent. Elles matérialisent le choix que nous avons fait : tenir compte de la réalité européenne mais aussi, et cela est une priorité, développer, poursuivre les échanges bilatéraux avec l'Espagne, le Portugal, l'Algérie, la Yougoslavie, l'Italie, en un mot donner corps, mettre en œuvre une politique internationale se situant dans l'axe méditerranéen.

Programme commun ; les insuffisances

Ce problème est d'autant plus important que, demain, une autre orientation de l'économie sera nécessaire ; d'autres accords de coopéra-



Photo AFP

Le nombre d'établissements reste important...			et leur taille reste modeste...			
	Nombre d'établissements	Nombre de salariés par établissements (moyenne)	Textile habillement	Cuir chaussure	Ensemble sect. industriel	
Textile	7 391	50	moins de 10 salariés	6,2 %	4,9 %	10,1 %
TAS	47	458	10 à 49 salariés	21,0 %	20,5 %	19,9 %
Cuir	1 979	24	50 à 200 salariés	33,1 %	35,5 %	23,4 %
Chaussures	1 540	55	200 à 500 salariés	25,8 %	21,6 %	17,3 %
Habillement	12 894	22	+ de 500 salariés	13,9 %	17,5 %	29,3 %
Blanchisseries	8 501	5				
				100 %	100 %	100 %

Mais 20 grands groupes industriels dominent le marché.

	salariés		
Agache Willot	TN	27 000	Poron, Absorba, Valisère
DMC	TN	25 000	Vestra Union, Bayard
Rhône-Poulenc	TAS	17 000	Thierry et Sigrand
Prouvost-Masurel	TN	15 500	Indreco
Boussac	TN et habillement	12 000	Dim, Rosy, Colroy
Texunion	TN	10 800	Belleteste
Bidermann	Habillement	8 500	Schaeffer
Coisne et Lambert	TN et habillement	5 500	Héritiers Georges Perrin
Timwaer-Levy	TN	5 500	Weil Besançon
Bata	Chaussures	5 000	Sommer Balamundi
			TN, habillement
			Habillement
			Habillement
			Habillement
			TN, habillement
			Habillement
			Habillement
			TN
			TN
			Habillement
			TN
			2 800
			2 400

tion et d'échange s'avèrent indispensables, favorisant d'autres types de développement, donc un renforcement des relations internationales.

Cette perspective est possible. Nous nous situons bien aujourd'hui dans une démarche de gauche, non pas passivement mais bien par la mobilisation de masse sur nos revendications. A ce sujet, nous soulignons que le Programme commun, et la dynamique qu'il a créée au sein de la gauche constituent un événement important. Ils marquent la vie politique française.

La fédération approuve certaines mesures sociales contenues dans le Programme commun de gouvernement : la revalorisation du pouvoir d'achat, la priorité au relèvement du SMIC, des prestations familiales et sociales, la retraite à 60 ans, les 40 heures et les mesures en faveur de l'emploi.

La fédération précise qu'il est insuffisant sur certains aspects, et notamment sur la transformation des conditions de travail, la suppression du travail posté ou au rendement, la mise en cause de la hiérarchie, les droits syndicaux et la mise en place d'un pouvoir réel pour les travailleurs. Sauf la nationalisation du secteur textile de Rhône Poulenc (qui concernera 16 000 travailleurs sur les 880 000 de nos branches), le Programme commun ne dit rien de précis sur le développement de nos industries.

Ce n'est pas un hasard si, le 22 avril, nous avons invité les partis politiques de gauche à venir écouter nos revendications d'aujourd'hui et de demain si la gauche vient au pouvoir. Il est bon que les partis politiques sachent que nous nous battons pour le maintien et le développement de l'emploi sur place en France, que nous exigeons le relèvement des bas salaires par la revalorisation de la profession, l'amélioration des conditions de travail...

ne pas faire la politique de la droite...

Nous ne voulons pas que la gauche au pouvoir, profitant des nationalisations, réorganise certains secteurs au prix de l'abandon d'autres secteurs. En clair, il pourrait par exemple ne s'occuper que de la machine-outil ou de l'aéronautique. Dans le même temps, on continuerait à liquider nos industries. Avec les devises produites par ces secteurs clés, on importerait le textile dont nous aurions besoin. Nous disons *non* à cette façon de voir les choses.

Nous disons *non* à la spécialisation de certaines activités françaises et à ce processus que pourraient permettre les nationalisations. Dans la mesure où il revient à fusionner des capitaux concurrentiels en capital unique, il pourrait effectivement mettre certaines branches en position de force dans les créneaux internationaux. Des hommes de gauche ne sont pas opposés à une telle solution et sont prêts finalement, si demain la gauche est au pouvoir, à réaliser la même politique que lorsque la droite était en place.

Dès le début de la prise du pouvoir par la gauche, il faudra donc refuser

la spécialisation de certaines activités françaises et lutter contre l'exportation des capitaux à l'étranger.

Face à ce danger qui peut conduire les nationalisations à une insertion plus rapide dans la restructuration internationale, il est nécessaire de nous mobiliser massivement pour nos revendications et d'exiger la relance de la consommation intérieure.

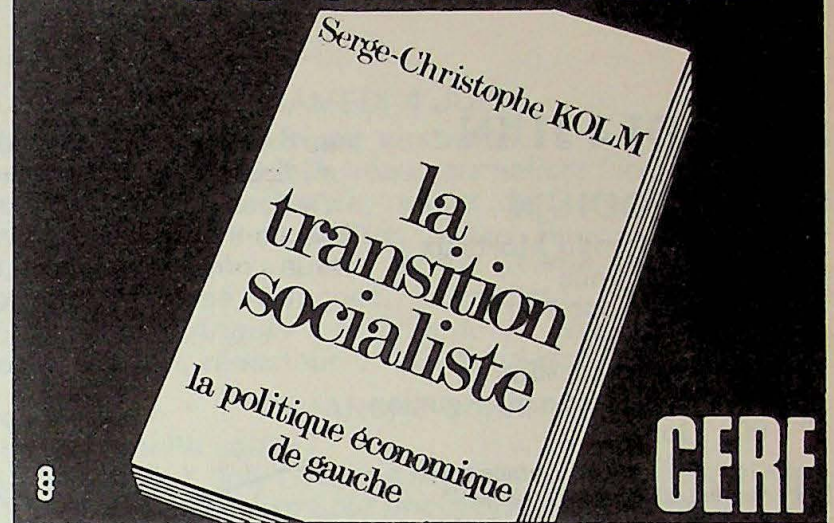
De plus, nous devons être attentifs à tout risque de pause sociale en échange, par exemple, d'un droit des travailleurs dans le seul secteur nationalisé. Ceci risquerait de créer ainsi deux catégories de travailleurs. ■



prix : 22 F

CFDT au cœur n'est pas le livre d'un théoricien du syndicalisme ni du socialisme autogestionnaire. En 1943, Frédo Krumnow entre dans le monde du travail. Il a 16 ans. De 1946 à 1951, il est permanent de la JOC. Puis, pendant quinze ans, il travaille dans une usine du textile à Pfastatt, en Alsace. Militant PSU et syndicaliste actif, il devient, en 1966, permanent syndical. Sa réflexion se nourrit des leçons, riches et nombreuses, tirées de l'action « sur le terrain ». Son soutien quotidien aux travailleurs lui fait sillonner la France entière. Une volonté l'anime : l'émancipation des travailleurs. Elle passe par l'expression collective de ceux-ci, car, pour être réelle, elle doit être leur œuvre. Aussi, ce dirigeant confédéral n'avait-il rien du lointain bureaucrate. Il savait écouter, comprendre, aider. Partisan du socialisme autogestionnaire, et l'un de ses pionniers et défenseurs les plus farouches, il nous introduit au cœur d'une CFDT qui change et s'enrichit. C'est donc également à un voyage, au sein de cette centrale qui « épousa le mois de mai » et dont Krumnow ne voulait pas qu'elle déçoive ses nombreux adhérents et sympathisants, que nous invite *CFDT au cœur*. ■

RÉUSSIR LE SOCIALISME



13, rue du Vert-Bois 75003 PARIS Tel : (1) 278.64.01

DCL

Découverte politique

Albanie, Algérie, Californie, Colombie, Cuba, Espagne, Grèce, Italie du Nord, Italie du Sud, Mexique, Portugal, Suède, Tanzanie.

France : Ardèche, Cévennes, Corse, Pays basque, Vanoise.

Charters : Alger, Athènes, Bangkok, Djakarta, Dublin, Lima, Los Angeles, Mexico, Rome, etc.

Yougoslavie

du 4 au 24 juillet
du 8 au 28 août : 2 350 F

De la détente, des rencontres, du tourisme...
bref du DCL.

(DCL — Z Voyages — Corr — Lic. : A 842)

Nom

Prénom

Adresse

désire recevoir la brochure complète

désire recevoir la fiche technique du séjour.

AUDIOPRADIF : DEVENEZ SUPER 8

Audiopradif (14, rue de Nanteuil, 75015 — Paris. Tél. : 531.43.38) vient de naître. Si vous allez à l'étranger, que vous faites des photos, des bouts de films, vous avez raison. Mais si vous gardez le tout dans vos tiroirs, vous avez tort. A moins... à moins que vous écriviez ou téléphoniez à Audiopradif. Là, un copain vous dira : « et si on mettait tout en commun pour faire de l'audiovisuel-amateur-militant-pour-montrer-ce-qui-se-passe-dans-le-tiers-monde-ou-en-France ? Audiopradif c'est ça : y a des tas de trucs qui se font et qui ne circulent pas. Les militants le savent, eux. »

Si vous ne voulez pas le croire vous êtes invités le vendredi 10 juin (32, rue Olivier-Noyer, 75014-Paris, métro Alesia ou Pernety, salles Martin Luther King et Sautter). Projection continue de 19 h à 23 h 30. Vous y verrez ce qu'on peut faire avec des bouts de ficelles. Et puis, si vous êtes convaincus, vous pourrez participer au stage de formation au super 8 et super 8 sonore les 18 et 19 juin. Ecrivez rue de Nanteuil, on vous renseignera. ■

Programme de

SAMEDI 4 JUIN :

GRAND PODIUM

- 14 h 30 Crescendo Moelleux
- 15 h 45 Téléphone
- 17 h 00 Little bob story
- 18 h 15 Orchidée
- 19 h 30 Pierre Vassiliu
- 21 h 00 Daniel Humair Reunion
- 22 h 00 Gong

CHAPITEAU

- 14 h 00 Nous chantons ne vous déplaie
- 15 h 30 Yvan Labejof
- 17 h 00 Théâtre universitaire de Rouen
- 18 h 30 Rufus
- 20 h 00 Marianne Sergent
- 21 h 30 Patrick Font et Philippe Val
- 22 h 30 Bal avec les Maringouins

THEATRE DE PLEIN AIR

- 14 h 30 Concert de musique classique et contemporaine par le groupe espace libre
- 16 h 30 Imago
- 17 h 30 Djamel Allam
- 18 h 30 Manduka
- 19 h 30 Martin St-Pierre
- 20 h 30 Bereju
- 21 h 30 Cuarteto Cedron

DIMANCHE 5 JUIN

GRAND PODIUM

- 14 h 30 The parkings
- 15 h 30 Workshop de Lyon
- 17 h 00 Tri Yann
- 18 h 30 François Béranger
- 20 h 00 Mama Bea Tekielski
- 21 h 00 Bernard Lubat

CHAPITEAU

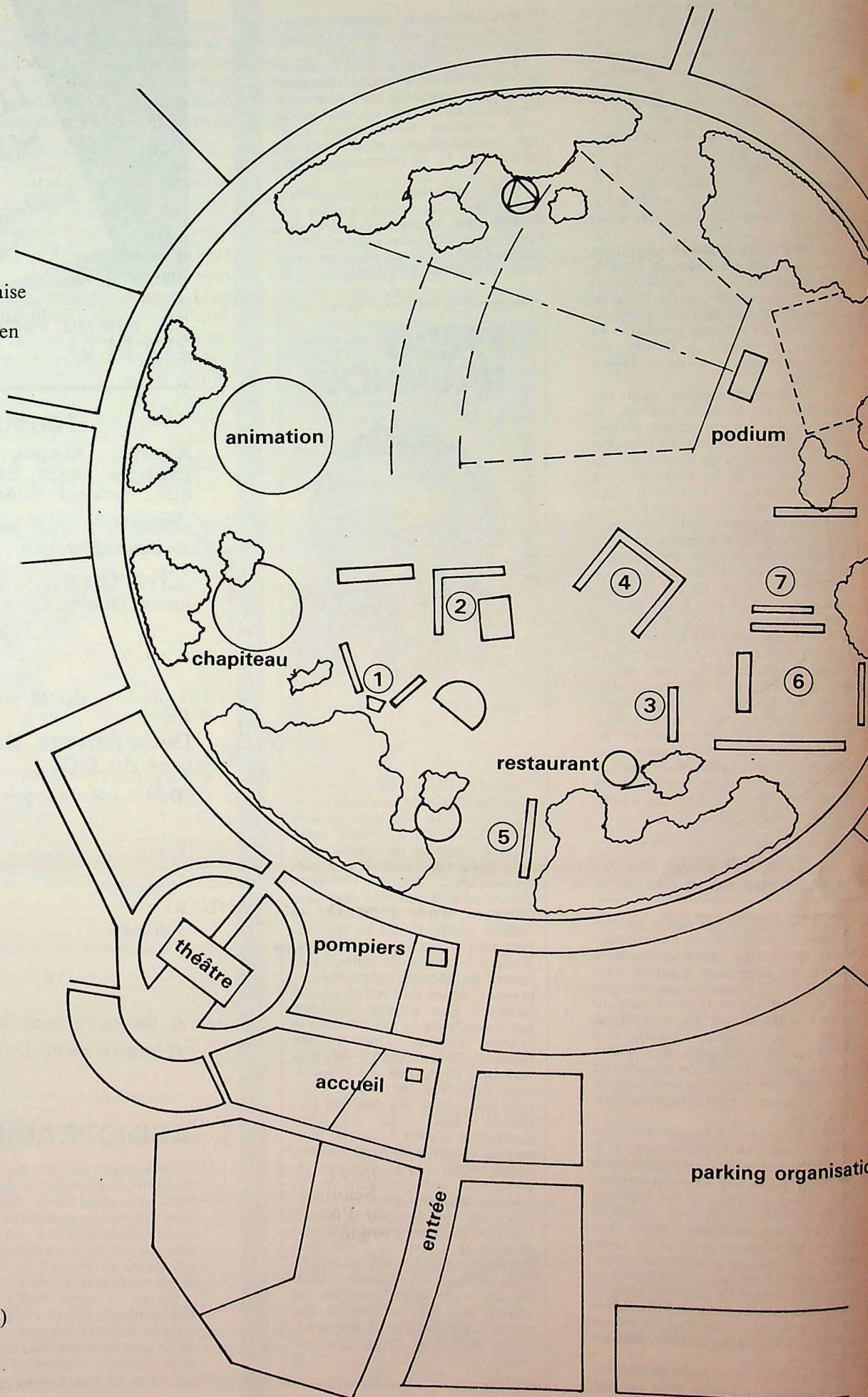
- 13 h 30 Théâtre de l'Aquarium
Théâtre du Levant
Troupe Z
- 18 h 30 Les Jeanne
- 20 h 00 Julos Beaucarne
- 21 h 30 Roger Siffer

THEATRE DE PLEIN AIR

- 14 h 30 Hervé Mettais Quartier
- 15 h 30 Evan Chandlee Quartet
- 16 h 30 Michel Ripoché
- 17 h 30 Assum
- 18 h 30 X Tet d'Ancecy
- 19 h 30 Cécil Taylor

CINEMA :

- Condamnés à réussir
- L'enfant prisonnier
- Energie nucléaire danger immédiat
- LIP : le goût du collectif
- Les chevaux de feu de Paradjanov
- N'I A PRO (film sur la paysannerie)
- Que veulent-elles de Colline Sereau
- 12 fois impure
- Timor oriental



- ① femmes
- ② éditeurs
- ③ organisations politiques
- ④ écologie
- ⑤ revues
- ⑥ minorités nationales et internationales
- ⑦ entreprises

enfants

SAMEDI 4 JUIN

16 heures : Où va l'Afrique australe ?

Débat animé par Patrick Jarreau, journaliste ; avec la participation de Brigitte Lachartre, auteur de *Luttes ouvrières et libération en Afrique du Sud* (éd. Syros), René Lefort, journaliste, Roland Pichon, auteur de *Le Drame rhodésien* (éd. L'Harmattan), José Sanchez, journaliste, co-auteur avec J.-P. Cosse de *Angola : le prix de la liberté* (éd. Syros), Antoine Bouyon, rédacteur d'*Apartheid-non !*

DIMANCHE 5 JUIN

14 h 30 : Quelle santé ?

Débat animé par Joly (*Tribune médicale*), avec Gabriel Granier, auteur de *Requiem pour une médecine* (éd. Syros), Karsety-Dupuis, auteur de *l'invasion pharmaceutique* (éd. du Seuil), Rampft, Fédération santé, Jean Robin, *le pouvoir médical* (éd. Stock).

16 heures : le progrès à l'envers

Débat animé par Thierry Leray, rédacteur de la *Gazette nucléaire* ; avec Giovanni Cerruti et Laura Conti *Survivre à Sévésso* (éd. Maspéro) ; Collectif CGT-CFDT-FEN Jussieu : *Danger amiante* (éd. Maspéro) ; Thierry Jung : *Le nucléaire contre l'Alsace* (éd. Syros) ; Bernard Carrière, *Partage ou chômage : le choix de l'industrie mondiale* (éd. Entente).

Rencontres auteurs-lecteurs aux éditions Syros

- **Lip aujourd'hui** avec des travailleurs de Palente à propos de leur livre :
Lip affaire non classée
- **Peindre, écrire le quotidien** avec des peintres et des écrivains à propos de leur livre :
Chroniques des années de crise
- **Le pouvoir municipal** avec Christophe Wargny à propos de son livre :
Louviers : sur la route de l'autogestion ?

Stand central

● SAMEDI 4 JUIN (15 H) **débat sur les nationalisations** animé par Michel Mousel, secrétaire national du PSU. Avec Charles Piaget, secrétaire national du PSU et des représentants d'entreprises et d'organisations syndicales.

● SAMEDI (17 H) : **Impérialisme et gouvernement de gauche les exemples du Chili et du Portugal.**

Débat animé par Bernard Ravenel, membre du Bureau national du PSU, responsable aux questions internationales.

Avec la participation de : Serge Christophe Kolm, Alain Labrousse, Armando Urribe, ancien ambassadeur de l'UP à Pékin, auteur du *livre noir de l'intervention américaine du Chili* (édition du Seuil), Joaquim Mestre, administrateur de la banque du Portugal, négociateur des emprunts auprès des organisations internationales, Pedro Rodrigues, ancien responsable des questions internationales du MES, chargé des affaires internationales au MSU.

● DIMANCHE 5 JUIN (14 H) : **Ecologie et luttes des classes.**

Avec la participation de Vincent Comparat (commission écologique du PSU), René Dumont, Pascal Gollet (secrétaire national du PSU), Vincent Labeyrie (PCF), Brice Lalonde et Pierre Samuel (Amis de la Terre), un représentant du groupement des scientifiques pour une information sur l'énergie nucléaire (GSIEN).

● DIMANCHE 5 JUIN (16 H) : **Liberté de l'information et droit à l'information** avec Luciana Castellina, député au Parlement italien, membre de la commission de contrôle de la RAI — Georges Montaron (TC) — Roland Passavant, de *l'Humanité* — Marc Kravetz de *Libération* — Michel Lemerle (Union nationale des syndicats de journalistes) — Jacques Thibault (Radios Vertes) et la participation de représentants de quotidiens et d'hebdomadaires.

● DIMANCHE (17 H 30) : **La gauche et l'Etat**
Débat animé par V. Leduc.

Avec la participation de Christine Buci-Glucksmann, J.-M. Demaldent, Henri Lefèbvre, Didier Motchane, Nicos Poulantzas, Jacques Sallois.

briser la chaîne

lip : le deuxième souffle

Ils produisent à nouveau des montres depuis mardi ! Ils vont vendre et se payer. Les Lip, ce n'est toujours pas fini ! En chômage depuis un an, ils ont tenu patiemment, occupant l'usine, continuant leurs activités, l'animation de la lutte malgré l'oubli de la presse, malgré les difficultés de maintenir une présence continue de tous. Cette phase prend fin. Le 13 juin prochain, les premiers Lip cesseront de toucher l'allocation supplémentaire d'attente, les 90 %.

Ensuite ? Le vide, la survie avec 35 % du salaire, les portes qui se ferment, l'embauche interdite dans une région où le chômage sévit. Plutôt que d'arriver dans cette période, mal préparés, éparpillés, soumis à l'inéluctable, les travailleurs tentent une nouvelle fois de dire *non*, de démontrer à l'opinion que la vie, l'avenir appartiennent aux producteurs et pas aux fossoyeurs.

ni vaincus, ni inutiles...

Les fossoyeurs, ils les avaient affrontés en 1973. Gagnants. Ils les rencontraient de nouveau en mai 1976 dans un combat plus difficile : celui de l'usure à petit feu. Repliés sur Palente, touchant les 90 % grâce à une législation instaurée en partie grâce à leur bataille de 1973, ils ne baissaient pas les bras. Ils démontraient la nécessité d'un plan horloger et de diversification industrielle cohérent. Ils sauvegardaient l'outil de travail, la marque, les capacités techniques et industrielles de l'entreprise par une présence permanente à Palente de 300 à 400 personnes. Ils se battaient en liaison avec tous les autres chômeurs pour leurs droits, ainsi qu'avec d'autres entreprises occupées. Ils se lançaient dans d'autres productions : matériel médical, micro-mécanique, assiettes décorées, chômageopoly, faisant ainsi la preuve que la fatalité du chômage ne conduit pas les hommes et les femmes aux frontières des inutiles, des vaincus et des assistés. Ils étaient aussi présents dans la bataille des municipales par l'un des leurs : Bernard Girardot, élu sur la liste d'union de la gauche.

Mais au fur et à mesure qu'approchait ce fatidique 13 juin, fin des 90 %, l'angoisse s'emparait d'eux. Pas de solutions en vue : malgré un grand nombre d'études techniques, de contacts et la reconnaissance par de nombreux industriels de la valeur du matériel, des installations de l'usine, un refus systématique du pouvoir et du patronat bloquait tout projet de redémarrage. Cette volonté politique d'enfoncer Lip dans le néant, dans l'histoire des « passés au compte pertes et profits » d'où la lutte de 1973 l'avait fait émerger.

Dans les grandes manœuvres des

Etats et patronats capitalistes pour redistribuer les moyens de production et l'exploitation à travers le monde, l'horlogerie française est sacrifiée. Le choix a été fait. On ne jure plus, chez nous, que par les montres Kelton, conçues aux USA, ou Seiko, conçues au Japon mais montées dans les entreprises bisontines ou du Haut-Doubs. Un petit patronat horloger qui y trouve son compte, dépassé par l'enjeu technologique de la montre à quartz, a décidé de s'en remettre à cette nouvelle division internationale du travail et par conséquent de condamner Lip. Voilà pourquoi 50 % des montres vendues en France sont importées. En Franche-Comté, on compte des milliers de chômeurs.

ventes sauvages et paies sauvages de nouveau

Ces évidences méritent d'être rappelées. Les Lip les ont en tête depuis des mois. Mais il ne leur suffit pas de savoir. Ils ont une fois de plus décidé d'agir, de combattre, de changer à nouveau d'objectifs. Ils ont reconstitué une communauté combattante. Le 25 mai, l'assemblée générale a proposé un projet chiffré : produire des montres pour se payer. Ils auront besoin d'environ 1,4 million de francs d'ici le 13 octobre, date à laquelle les derniers à toucher les 90 % seront radiés. Cette somme correspond à la vente d'environ 9 000 montres à 150 F, soit 2 000 montres par mois, 90 montres par jour. « C'est possible ! » se sont-ils dit. Voilà pourquoi, tous les Lip vont participer à nouveau à la production, à la popularisation, à la vente. Trois modèles seront produits : un modèle homme, un modèle femme et une montre analogique à quartz que personne ne fabrique actuellement. Moins chères d'au moins 50 % que leurs concurrentes, elles seront commercialisées dès les 18 et 19 juin prochains lors des journées portes ouvertes.

Cela n'implique pas l'abandon des autres activités entreprises jusqu'ici : mécanique, sous-traitance médicale (cinq brevets déposés depuis un an), décolletage, minuteriers, plastiques, chômageopoly, assiettes, chiffonniers, pyrogravure et travail sur

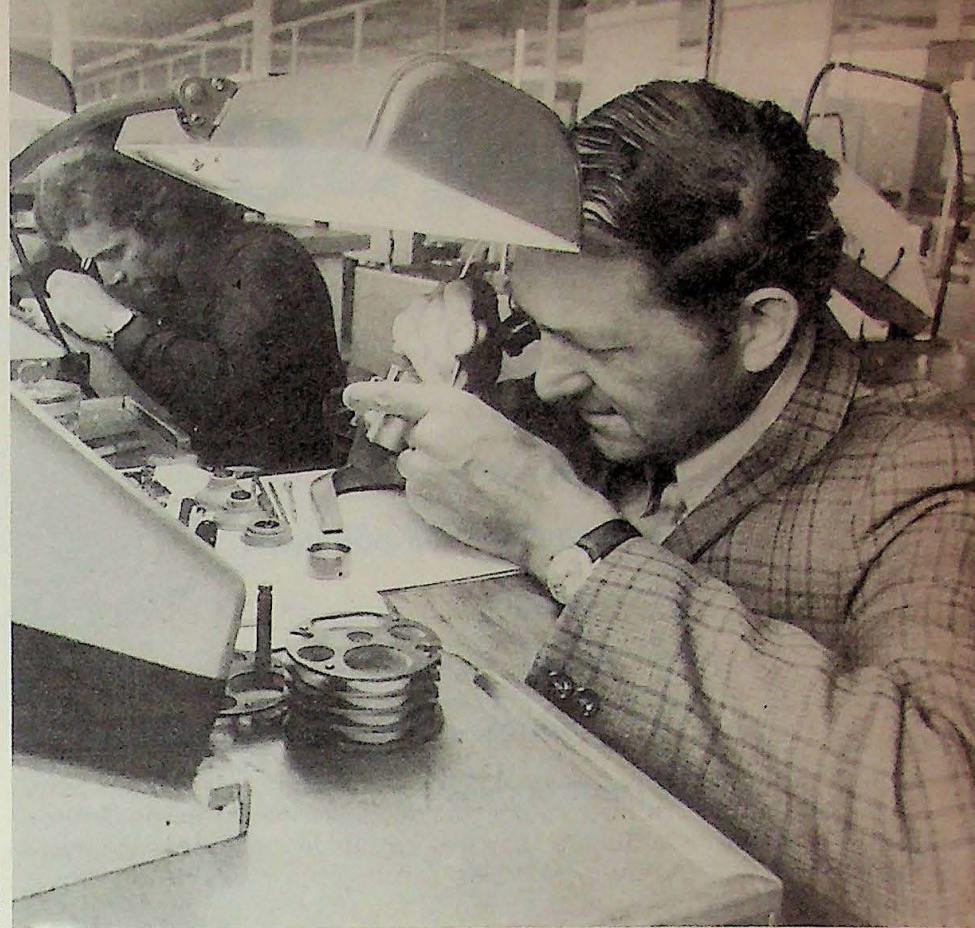


Photo DR

bois... Au contraire ! La preuve : vous pourrez acheter des chômageopoly à la fête du PSU !

Cela n'entraîne pas le stakhanovisme, la folie de produire. Une lutte suppose bien d'autres tâches : l'information (film, photos, photocopies, les relations avec l'extérieur), l'entretien de l'usine à l'intérieur et à l'extérieur (pelouses à tondre, machines, voitures et salles à nettoyer), la garderie, les loisirs, la sérigraphie... Une vie complète se réorganise dans Palente. La cantine sera transformée en restaurant pour tous les chômeurs. On envisage à cette occasion de créer un groupement d'achats fonctionnant avec les paysans de la région ou d'ailleurs qui refusent les intermédiaires.

Aventure ? Projets fumeux ? Ce n'est pas le manque de réalisation, de détermination que craignent les Lip, mais plutôt l'intervention des flics. Habités au coude à coude depuis des années, ils savent qu'il y aura peu de défections parmi les 600 d'entre eux encore engagés dans la résistance au fatalisme, dans la bataille pour leurs emplois. L'enthousiasme du redémarrage de la production, mardi, l'a

prouvé. D'ailleurs le projet est clair à ce propos : ceux qui n'y participent pas activement ne toucheront rien lors des paies sauvages à venir, fruit du labeur de tous.

une nouvelle aventure ?

« Lip, affaire non classée », c'était un livre fait collectivement. Cela devient une réalité. Mais il faudra encore un énorme effort de solidarité, car la preuve doit être donnée que le mot d'ordre de nationalisation sous contrôle ouvrier ne sert pas uniquement pour les meetings. Lip pourrait rapidement devenir une coquille vidée de l'essentiel : ses travailleurs, cette communauté qui fait sa force. La solidarité, la popularisation deviendront très vite une garantie nécessaire contre toute riposte policière. Alors, faites savoir que des montres, des chômageopoly, des assiettes seront fabriqués, que des travailleurs ont un jour mesuré leur force, leur pouvoir et qu'ils ne veulent plus y renoncer.

Yves SPARFEL ■

Lip 1977 aux éditions Syros dans la collection « points chauds »

Lip : affaire non classée

COLLECTIF

232 p., 21 F.

Table des matières

- Il était une fois, Lip 73.
- Croiser les fers dans l'ombre.
- La formation : un retour à l'école ?
- Dans l'usine en marche.
- La foudre sur Palente.
- Nous nous rendrons insupportables.
- Coordonner nos forces pour forger nos victoires.
- Unis, nous pouvons vaincre.
- La crise du capitalisme dans la branche horlogère.
- Mutation technologique et restructuration.
- Menaces sur Besançon et le haut Doubs.
- Nationalisation de Lip sous contrôle ouvrier.
- A propos de pratiques d'un autre âge.
- Postface de Michel Mousel.



Kawasaki, mon amour

Soleil, pins parasols, odeurs de thym semblent désormais faire bon ménage avec les combinaisons de cuir, les engins en acier et les odeurs d'essence au circuit du Castellet, près de Toulon (Var) où s'est couru durant le week-end de la Pentecôte le Grand Prix de France, épreuve-reine des compétitions de vitesse motocyclistes.

C'est comme si, par leur chant, les cigales cherchaient à aider les pilotes à vaincre cette terrible petite peur qui les prend juste avant le départ de chaque course. C'est comme si la moitié des 85 000 spectateurs — venus pour la plupart en moto — des quatre coins de l'Europe — n'attendaient pas accroupis, dans les virages ou les « chicanes », la « gamelle » des coureurs les plus chevronnés. Cette chute pour laquelle ils auront fait, en quarante-huit heures, parfois deux mille kilomètres, prenant, en frôlant sur la route les voitures, des risques sans doute plus grands que ces héros dont le portrait décore les murs de leurs chambres.

Mais qu'est-ce donc qui les fait tous courir ? Le goût du risque bien sûr, le plaisir physique, charnel de la moto — la « bécane », c'est presque une compagne —, la griserie de la vitesse, la volonté de se dépasser. Et

de la course, on doit investir aussi, bon gré, mal gré, ses forces dans les relations publiques, déterminantes, compromettantes aussi.

Il faut aussi la « chance ». Ennuis de moteurs, fuites d'huile, chutes... les aléas de la course sont parfois décourageants, la marge de succès laissée au coureur par la mécanique bien mince.

Et puis, tant qu'on progresse, ça va. Vient le moment où l'on ne peut plus se surpasser, où les contrats s'en vont aussi.

Et pourtant ! « Si je pouvais arriver à « faire des temps », nous dit Marc, j'abandonnerai mon métier de « monteur-offest » dans l'imprimerie. » Ce n'est plus de la passion. Cela devient une vraie folie ! Comme les six millions de cyclomotoristes qui circulent actuellement en France, ce néophyte de la course a acheté avec son premier salaire une « mob ». Puis il a tout

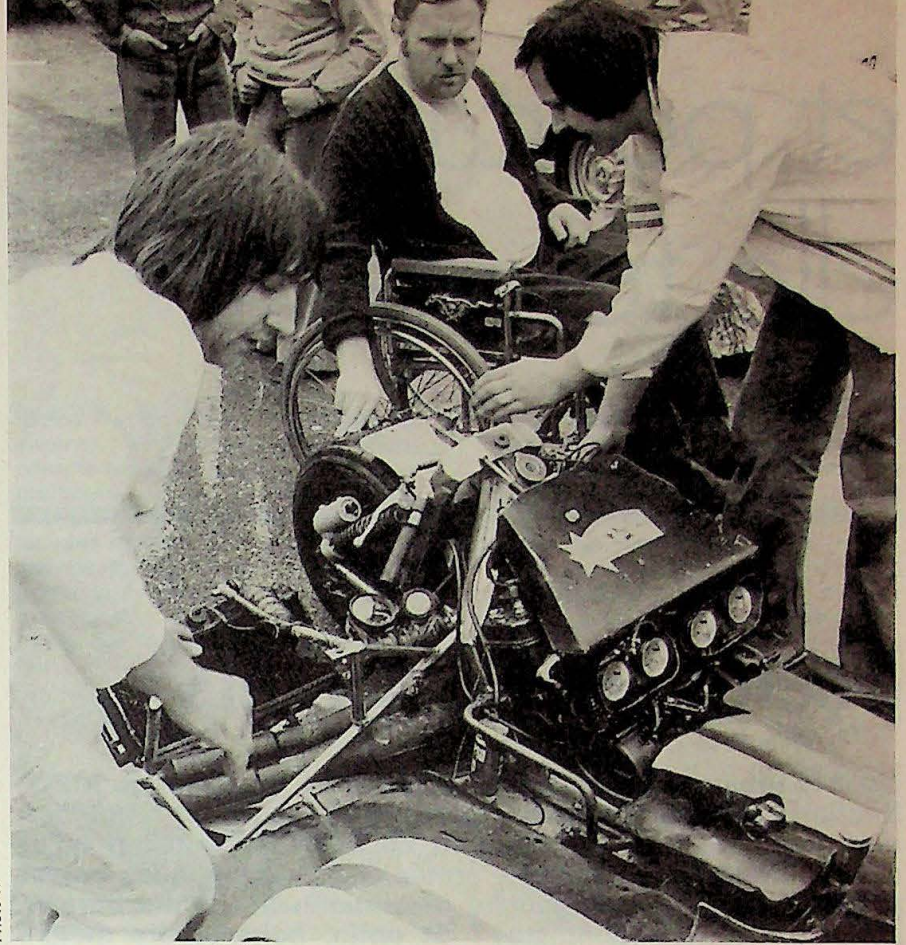


Photo X

C'était l'époque de la *Fureur de vivre* et des « balbutiements d'une forme de contestation qui conduirait à une réelle rupture de la jeunesse d'avec les adultes. »

Vent de révolte contagieux. En 1969, le Bol d'Or, la fabuleuse course de naguère, ressuscite avec deux étudiants, Daniel Urdich et Michel Rougerie. Dès lors « un vent épique souffle », comme l'a écrit un chroniqueur sportif et des milliers de jeunes « vibrent à l'unisson du chant des moteurs ».

Avec l'arrivée des Japonaises, on est loin des temps héroïques où les engins qu'enfourchait Georges Monneret ressemblaient autant à leurs petites nièces que le *Concorde* peut rappeler le coucou de Clément Ader. « La moto devient, dès lors, poursuit Vanoni, le centre de l'existence dans des lieux où des maisons de jeunes et

naliste, ancien pilote : « Tout le drame des motards vient de là. Pendant qu'une minorité, souvent à l'étranger (les « Hell's Angels » américains notamment), faisait parler d'elle dans la grande presse par des actions terroristes et sauvages, les autres, dans l'anonymat de leur uniforme de cuir noir étaient très préoccupés qu'on ne donne pas d'eux une image trop mauvaise qui aurait pu détourner de leur cause pouvoirs publics et nouveaux adeptes... Ainsi, la moto, au lieu de les marginaliser a joué un rôle d'intégration. »

Sur le circuit du Castellet, en cette fin de week-end, on sent très bien cette volonté d'intégration, presque désespérée, sur tous les jeunes spectateurs revêtus de l'uniforme « combinaison-casque » ou du jean tee-shirt aux couleurs séduisantes, qui les transforment délibérément, en panneaux publicitaires — bénévoles.

Du haut d'une butte quatre gaillards qui observent l'ultime course, celle des side-cars — qui verra une victoire surprise de l'équipage français Alain Michel-Gérard Lecorre — pourraient faire peur en d'autres lieux avec leur combinaison de cuir noir, campés sur leurs jambes habillées de lourdes bottes, pas rasés, ivres de fatigue. Dans le décor, on les distingue à peine.

tentations, frustations

Le décor ? Des étagères de marchands, des tentations. Mais l'accès à l'enceinte générale coûte 50 F pour trois jours ; et pour parvenir au « saint des saints », au « parc concurrent », ou aux tribunes, il peut en coûter, au total, jusqu'à 145 F. Comment succomber dès lors aux offres alléchantes alentours ? Il a fallu, en effet, payer le voyage, l'essence, et si l'on sait que le moindre cornet de frites coûtait entre trois et cinq francs, on s'explique bien des mines creuses.

Frimousses qui vont s'évanouir dans un instant. Car, tandis que le haut-parleur tout puissant diffuse un dernier appel, tentes et parasols se replient, un drôle d'engin suisse, porteur de « side-cars », aux allures de baleine, s'ébranle, et le plateau, doucement déserté, prend une allure abandonnée. En attendant la prochaine fois.

Marie LODEVE ■

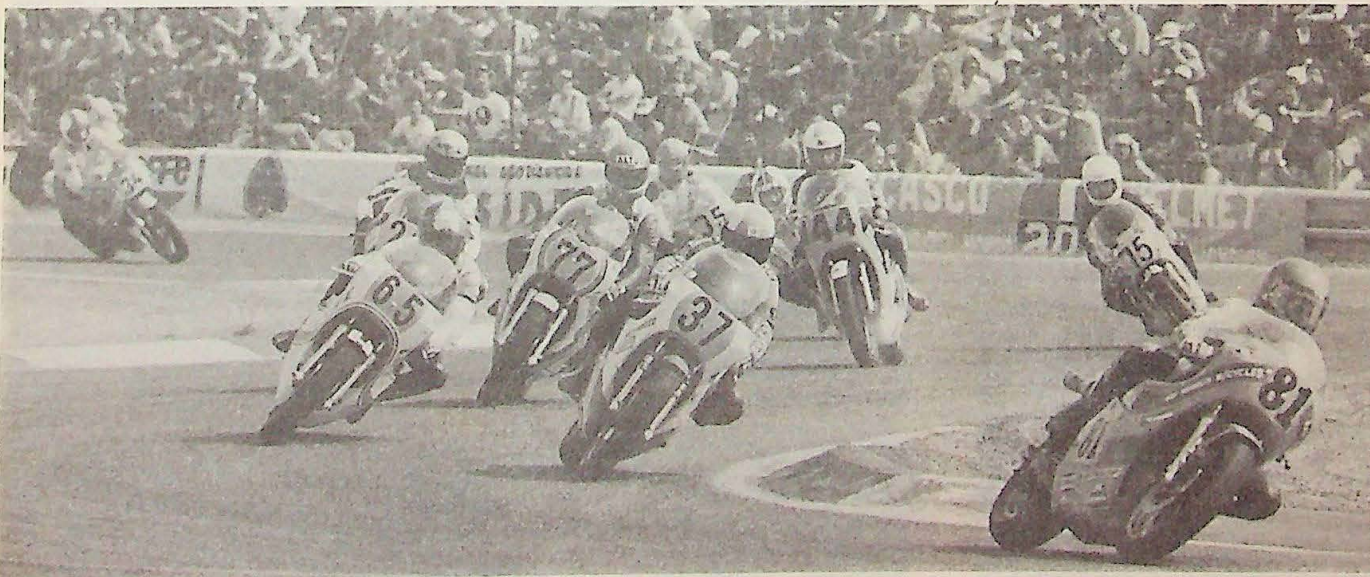


Photo X

l'envie — suspecte ? sans doute — de dépasser les autres, un besoin d'élitisme, de compétition qui pour un triomphateur, casse des illusions par milliers.

Dix ou vingt pilotes en France, pas plus, reçoivent le salaire de leur peur, gagnent leur vie avec la compétition. C'est l'exception. Les faits sont là en effet : bien peu de pilotes peuvent en vivre. Pour arriver, il faut en effet trouver des importateurs ou des marques qui vous « sponsorisent », vous permettent de courir dans les meilleures conditions matérielles, et par là morales. Et, si l'on fait son métier

fait pour posséder une de ces rutilantes « bécanes » japonaises comme on en voit dans l'enceinte du public par dizaines de milliers.

une mythologie fondée sur un tas de boulons

Elle est loin, l'époque des Marlon Brondo, vêtus de cuir et « semant la terreur, comme le raconte Patrice Vanoni dans *Les culbuteurs*, avec sa bande de zonards dans un bourg de la province américaine », à cheval sur sa pétaradante Harley Davidson.

autres lieux ludiques ont été fermés faute de crédits, s'ils ont parfois jamais existé faute d'imagination. » Et les petits enfants des HLM essayent de copier leurs modèles des films américains. Mais la « récupération » se fait plus forte encore que pour l'automobile, avec ces jeunes privés de loisirs et de but, à l'esprit encore malléable. Même si l'on passe allégrement « du dieu Citroën à la déesse Yamaha, c'est toujours une mythologie fondée sur un tas de boulons ».

Et il se passe alors un phénomène curieux, qu'explique fort bien le jour-

et pourtant elle tourne...

L'écheveau angolais

Masses urbaines contre petite-bourgeoisie ? Au sein du MPLA fractions anti-Neto contre le corps du Mouvement rangé derrière le président ? Soulèvement de militaires oubliant qu'ils sont d'abord des « militants armés » ? Pro-soviétiques contre pro-cubains ? Extrême gauche révolutionnaire contre bureaucratie d'Etat « révisionniste » ? Et enfin, noirs contre métis ? Voilà l'essentiel des interprétations données sur la tentative de coup d'Etat qui a ensanglanté Luanda le 27 mai dernier.

Analyse partielle, parcellaire ; ou tout simplement affabulation de journalistes qui ne se sont pas privés de discourir avec une tranquille assurance sur une épreuve de force dont ils ignoraient les origines, les protagonistes et les enjeux. En réalité, cette insurrection s'inscrivait depuis des années dans l'évolution des contradictions au sein de la société angolaise, l'affaiblissement de plus en plus sensible du MPLA et enfin l'aggravation du niveau de la majorité. Crise politique, tensions sociales de plus en plus vives, permanence du marasme économique, poursuite et même intensification de la guérilla conduite par le FNLA et surtout l'UNITA sont à l'origine d'une explosion dont on peut seulement s'étonner qu'elle ne se soit pas produite plus tôt.

on attendait l'Eldorado

L'amertume était aussi profonde qu'insensés les espoirs nés de la proclamation de l'indépendance. Aussi invraisemblable que cela soit, les faubourgs de Luanda ont longtemps été convaincus que la chute du colonialisme portugais ouvrirait les portes d'un authentique paradis où le travail disparaîtrait tandis que les privilèges les plus luxueux seraient distribués à tous. Folles espérances secrétées par des siècles d'une oppression et d'une exploitation odieuses, nourries par une méconnaissance des mécanismes économiques les plus élémentaires, par la politique à courte vue dont le MPLA recueille aujourd'hui les fruits amers, entretenues par la démagogie dont le Mouvement a parfois fait preuve quand tous les moyens étaient bons pour grossir les rangs de ceux qui prendraient les armes contre le FNLA et l'UNITA dans la bataille de Luanda. On attendait l'Eldorado. On s'enfonçait dans la lutte quotidienne des queues interminables et des combines sordides pour arriver au moins à se nourrir.

L'actuelle direction du Mouvement peut à juste titre expliquer ces carences par de très solides arguments. L'économie est, après celle de l'Afrique du Sud, une des plus développées de tout le continent noir. Son

fonctionnement requiert donc des cadres, des techniciens, des ouvriers qualifiés. Tous ces emplois étaient occupés par des Portugais qui, dans leur quasi-totalité, sont rentrés au Portugal. Inutile de revenir aussi sur les destructions de la guerre, le démantèlement de tous les services de transport et de distribution, les déplacements intérieurs de population. Par contre, au fil des mois, Luanda est bien obligé d'admettre que la guérilla du FNLA et de l'UNITA, à l'évidence soutenue par les forces impérialistes, devient *insupportable*. Le plateau central angolais, grenier traditionnel du pays, reste ainsi enclavé par la volonté des combattants de Savimbi qui punissent de mort tout paysan qui irait vendre sur un marché.

L'amertume des bidonvilles

Mais, et là se noue la plus aigüe des tensions sociales, l'accès au peu de richesses produites semble très inégal : d'une part, pour les masses urbaines, et surtout à Luanda, une permanence et même une croissance de la paupérisation — plus personne ne le nie, y compris les plus hauts dirigeants du MPLA ; de l'autre, pour une nouvelle classe moyenne, que le départ des Portugais a subitement promu à des fonctions dont elle n'aurait même pas osé rêver, un enrichissement sans retenue, obtenu par des voies souvent plus que douteuses, indécents dans le climat général de sacrifice, d'austérité, d'effort auquel le Mouvement veut que l'ensemble de la population se soumette. « Mais où étaient-ils quand il fallait se battre ? » sont en droit de demander les habitants des bidonvilles ? Cette classe moyenne a certes fourni, comme partout en Afrique, la majorité des cadres du MPLA. Mais elle a occupé, entre la société coloniale et la masse des colonisés, une position intermédiaire qui la rangeait plus souvent dans le camp des oppresseurs que dans celui des opprimés.

Qui a sauvé le MPLA, réduit sur le plan militaire à un embryon d'armée par ses dissensions internes, lors de la bataille décisive livrée à Luanda contre l'UNITA et le FNLA, si ce n'est la masse anonyme du peuple des

bidonvilles, tombée par milliers dans d'obscurs batailles dont on ne semble plus avoir gardé le souvenir ? Qui s'est enrôlé comme un seul homme lors de la mobilisation générale contre l'invasion sud-africaine ? Alors, forts d'un engagement qu'ils savent avoir été déterminant, amers de voir les arrivants de la onzième heure cueillir sans vergogne les fruits d'une victoire dont ils estiment avoir été les premiers artisans, d'autant plus déçus qu'ils se sont et ont été longtemps bercés d'illusion, les faubourgs de Luanda se tournent vers les autorités et s'estiment en droit de leur demander : « qui t'a fait Roi ? »

Cette pression émanant des « muceques » qui ceinturent la « ville de l'asphalte », l'ancienne ville des Blancs occupée désormais par la nouvelle petite-bourgeoisie, est aussi vieille que la « deuxième guerre de libération ». Exactement, elle date des premières milices d'autodéfense et des embryons d'administrations créés pour protéger les faubourgs contre les raids meurtriers de l'extrême-droite portugaise et affirmer l'existence d'un contre-pouvoir anticipant sur la proclamation inévitable de l'indépendance après la chute du régime Caetano. Mouvement spontané, organisé vaillamment par des militants de « l'intérieur » plus sensibles pour impulser et

diriger un véritable soulèvement populaire, que familiers des analyses et du programme du MPLA. Mouvement qui avait gagné, et voulait préserver son autonomie lorsque le MPLA, débarrassé de ses deux factions, s'installe à Luanda à la fin de l'année 1974. Il porte alors le « pouvoir populaire » au pinacle : que serait-il, amputé de sa base urbaine ? Idylle qui s'aigrit jusqu'à finir par un divorce et par la sourde rancune des bidonvilles qui ne rendent pas leurs armes et caressent toujours l'espoir de prendre leur revanche.

le MPLA, bras baissés

En résumé, une lutte de classe inévitable après l'effondrement du colonialisme portugais. La course au pouvoir était lancée. Qui contrôlerait l'appareil d'Etat ? Qui s'approprierait les maigres richesses produites ? A cette double question, le MPLA n'a jamais apporté des réponses aussi claires et précises que l'aurait exigé la gravité de la situation. La conduite qu'implicitement il adoptait : baisser les bras devant les choix politiques que le développement de la crise l'obligeait pourtant à faire, équivalait à jeter de l'huile sur le feu et ne pouvait que déboucher sur un affrontement armé.

Pourquoi cette paralysie du MPLA,



Holden Roberto (FNLA) entouré de conseillers militaires chinois



Novembre 1975 : les derniers soldats portugais quittent Luanda.

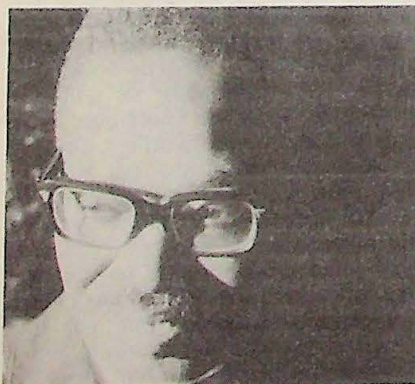
synonyme d'une crise d'autorité que tous les observateurs ont décelée ? Le Mouvement reste, malgré la multitude des séismes qui l'ont bouleversé, très hétérogène. Entre une gauche révolutionnaire, favorable à un socialisme dont elle définit d'ailleurs très mal les contours et les voies, et une droite que l'avènement d'un capitalisme d'Etat comblerait, le ciment d'un nationalisme farouche (que personne ne peut contester) n'est plus suffisant pour que le MPLA puisse maîtriser et diriger l'évolution de la société angolaise dans l'étape historique où se trouve engagé le pays : l'explosion de Luanda est d'abord le symptôme de la crise du nationalisme angolais. Crise annoncée par une multitude de signes avant-coureur. On chercherait en vain un texte d'orientation de base, analysant les contradictions internes de la société angolaise, la place de l'Angola dans l'Afrique et dans le monde, les objectifs du Mouvement, le type de développement où doit s'engager l'économie...

Neto : une position-clé mais ambiguë

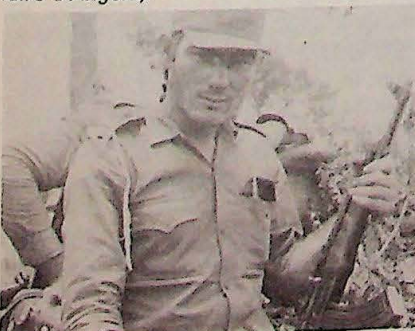
Comment dès lors s'étonner de la faiblesse persistante du MPLA, tant sur le plan idéologique qu'organisationnel, du vide que l'on observe sous



J. Savimbi (UNITA).



A. Neto (Président de la République populaire d'Angola).



Soldat cubain : « un rôle de plus en plus grand ? ».

les organes dirigeants du Mouvement, de l'absence de structures de base du MPLA, tant dans les villes que dans les campagnes, du désarroi de beaucoup de militants qui ne savent plus à quelle consigne ou à quelle orientation se raccrocher ? Comment ignorer dès lors la position-clé du président Neto, investi d'un formidable pouvoir parce qu'il reste l'ultime rempart avant un éclatement du Mouvement mais dont le pouvoir ne peut, dans ces conditions, que se nourrir des divisions internes du MPLA ? Comment, héritant d'une économie développée par rapport à la majorité des pays d'Afrique et d'un appareil d'Etat pléthorique, aurait-on pu éviter une hypertrophie de l'administration et du secteur d'Etat, hypertrophie politiquement et matériellement incontrôlable puisque le Mouvement n'a ni les moyens ni la volonté de la contrôler : le plus petit dénominateur commun à ses dirigeants ne se réduit-il pas à une gestion « socialiste » du pays ?

A partir de ces données, tout le reste s'enchaîne très simplement. Le mouvement populaire urbain, qui ne se reconnaît ni dans l'orientation, ni dans la pratique des autorités, s'enfonce dans un isolement assez amer pour être récupéré et manipulé dans n'importe quelle direction.

lutte de classes, guerre des races : une confusion savante

Nito Alvès, dont l'ambition n'est pas le moindre défaut, l'avait compris avant tout autre. Ne voulant ni ne pouvant, tant par sa formation que par le contexte général où se situait son action, mettre à jour les contradictions en termes politiques, obnubilé par le pouvoir, il recourra à l'arme la plus classique de l'opportunisme en Afrique : désigner l'adversaire non en terme de classe, fut-elle en gestation, mais en terme de race. Si ses discours officiels ne s'en prenaient qu'à la petite-bourgeoisie, ses fidèles n'hésitaient pas à rameuter les bidonvilles contre les métis. Cible qui dans le contexte angolais servait à merveille les desseins de Nito Alvès.

Etant donné la spécificité du colonialisme portugais, les frontières de la petite bourgeoisie urbaine recourent pratiquement celles de la communauté métis. Pour les mêmes raisons, les métis occupent au sein du MPLA les plus hautes fonctions, et en particulier se situent plutôt à la gauche que sur la droite du Mouvement. Or à l'assimilation, fréquente dans les milieux populaires, du colonialisme avec la domination « blanche » s'ajoute une corrélation, tout aussi superficielle, entre l'indépendance et le « pouvoir noir ». En confondant la lutte des classes avec la guerre des races, Nito Alvès gagnait sur tous les tableaux. Noir lui-même, il pouvait légitimement se poser comme le porte-parole et le défenseur de la population des bidonvilles qui, dans son écrasante majorité, est noire aussi. Il pouvait continuer à promettre le paradis pour peu que l'Angola soit débarrassé de ceux qui bloquaient l'accession du pays à une indépen-

dance « vraie », une indépendance « noire ». En désignant les métis comme les responsables de tous les malheurs, il amalgamait à la petite bourgeoisie urbaine ses adversaires les plus résolus au sein du MPLA : la gauche du Mouvement, tout en épargnant le président Neto, noir aussi, inattaquable dans la mesure où il symbolise toujours la lutte de libération.

le MPLA dépassé par le cas Nito

Pourquoi le MPLA, au sein duquel la fraction Nito était très minoritaire, n'a-t-il pas pu affronter un problème qui prenait jour après jour des dimensions de plus en plus alarmantes ? D'abord parce qu'il n'était que le reflet, certes très trouble et grossièrement déformé, d'une contradiction politique essentielle sur laquelle le Mouvement était incapable de se prononcer. La crise s'est nourrie de la paralysie du MPLA à dépasser le cas Nito Alvès pour saisir à bras le corps et régler sans ambiguïté une question de fond : la nature du pouvoir qui s'exercerait en Angola et l'alliance de classe dont il serait l'émanation.

Ensuite, les points d'appui des adversaires de Nito Alvès s'effondraient l'un après l'autre : perte d'audience finissant par une franche hostilité dans les bidonvilles de Luanda, le bastion traditionnel du MPLA ; scission au sein des forces armées entre une tendance « militariste » et une fraction au contraire plus politisée ; perte de contrôle sur la police secrète.

le jeu soviétique et cubain

Enfin, l'Angola reste trop tributaire du soutien des pays socialistes pour qu'ils n'y jouent pas leur propre jeu. Or ce n'est un secret pour personne que l'URSS et le Parti communiste portugais ont joué depuis longtemps et jouent probablement encore la carte Nito Alvès, sans doute pour forcer la main d'une direction traditionnelle au nationalisme intransigeant, et peut-être pour disposer d'une carte maîtresse dans le cas d'un rapprochement UNITA-MPLA qu'elle n'a cessé de souhaiter. D'autre part, face au désarroi d'une direction paralysée par la crise, les Cubains ont joué, dans tous les domaines, un rôle de plus en plus grand, imposant de fait un « modèle » dont il n'est pas du tout évident qu'il ait été adapté à la spécificité angolaise et qui, de toute façon, ne pouvait conduire à brève échéance qu'à l'aggravation des contradictions décrites plus haut.

des signes alarmants

Les informations parvenues d'Angola sont trop partielles et trop immédiates pour que l'on puisse préjuger de la leçon définitive que le MPLA tirera de ce coup de semonce. On peut pourtant noter que les autorités ne semblent pas sous-estimer la gravité des problèmes auxquels elles sont confrontées. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, rien n'indique qu'une nouvelle explosion n'est pas imminente puisque la fragi-

lité du Mouvement et le mécontentement populaire reposent sur des données qu'il ne sera pas possible de modifier en un tour de main. D'autre part, l'annonce d'une répression très sévère ne manque pas d'être inquiétante. Il n'est pas certain que le MPLA ait aujourd'hui les moyens d'éviter que la sévérité ne dégénère en brutalité ; dans ce cas, le fossé qui sépare le Mouvement de la population des bidonvilles serait irrémédiablement creusé. Plus grave encore est la déclaration du président Neto affirmant que l'insurrection ne remettrait pas en cause les orientations fondamentales du Mouvement. Déjà se multiplient les boucs émissaires trop bien trouvés : impérialisme, CIA, « fantoches » du FNLA et de l'UNITA. Ce niveau d'analyse et ce type de réactions ne présagent rien de bon sur la volonté du MPLA à saisir enfin le taureau par les cornes. Et, au-delà du choix fondamental entre le retour à une politique « frontiste » ou au contraire la marche forcée vers le socialisme, on n'a plus le droit de se refuser à poser la question essentielle : que vaudra ce choix et de quels moyens disposera le MPLA pour le traduire dans la réalité quotidienne de l'Angola tant que la guérilla de l'UNITA et du FNLA empêchera tout redressement économique, mobilisera les forces vives et laissera Luanda tributaire de l'aide de ses alliés socialistes ?

Michel TICHNIKOV ■

ANGOLA: LE PRIX DE LA LIBERTÉ

J.P. COSSE
J. SANCHEZ



« Ce livre répond aux questions que l'on se pose. »
(René Lefort,
Le Monde diplomatique)

« Le grand mérite de ce livre : une remarquable minutie. »

(Michel Etienne,
Tribune socialiste)

« Le premier compte rendu rigoureux de l'effondrement d'un empire archaïque. »

(Patrick Jarreau, *Politique hebdo*)

Editions SYROS

9, rue Borromée
col. « Histoire et théorie »

27 F — 248 pages

le PCF et le PCI face à l'Europe

Le 17 avril dernier, Georges Marchais effectuait, lors d'une prestation radiodiffusée, une extraordinaire volte-face à propos du projet d'élection du Parlement européen au suffrage universel. Alors que depuis six mois le PCF menait campagne contre le projet giscardien, le qualifiant de « crime contre la France et son peuple » (dixit Kanapa, déclaration du 31 décembre 1976), son secrétaire général (après un large débat interne ?) renversait brusquement la vapeur.

Lui qui avait déclaré : « sur cette question, nous ne céderons jamais, nous ne transigerons jamais » (8/1/77), admet maintenant qu'une transaction est possible avec Giscard : « on pourrait discuter », dit-il. En fait, le PCF vient de faire savoir qu'il acceptait le projet en échange de l'insertion, dans la loi électorale, d'un engagement contraignant les élus à ne pas dépasser le cadre du Traité de

discours Brandt), afin de bloquer toute expérience démocratique de transition au socialisme en Europe du Sud, et notamment en France. La direction du PCF vient donc de prendre une décision contradictoire avec toute son analyse antérieure. Elle s'engage dans une bataille illusoire, un combat défensif pour obtenir des garanties formelles que Giscard, trop heureux de payer si peu cher une

obtenu d'ailleurs les satisfecit du PS (cf. Mauroy et Defferre, interview du 18/4) et des Radicaux de gauche (cf. Gennesseaux, interview du 18/4). Dans le cadre de la « réactualisation » du Programme commun, le PC a aussi visé un certain marchandage : en pratiquant « l'ouverture » sur ce point, il espère obtenir des concessions sur d'autres, notamment sur les nationalisations. Rappelons que le coup d'éclat de Georges Marchais a précédé de fort peu la conférence de presse de Charles Fitermann réclamant six nationalisations supplémentaires : cinq jours seulement ! Le PC porte une lourde responsabilité : celle d'avoir fait de l'Europe une question secondaire de pure tactique, et de l'avoir subordonnée à ce qui est pour lui primordial : l'entente avec le PS. L'Europe ? secondaire !

Marchais : le voyage à Canossa

Mais au-delà de ces raisons purement internes il faut chercher les raisons profondes de ce revirement (signalé comme un « recul » et une « concession importante » par *La Pravda* du 22/4) dans l'approfondis-



Rome. Le PCF s'adresse à Giscard : « promettez-nous, lui dit-il, de ne pas étendre les pouvoirs du Parlement européen aux dépens de l'indépendance nationale et nous voterons votre projet ».

Giscard : trop heureux

Or, ces garanties sont illusoire (cf article de G. Soulier dans *Le Monde*). Le PCF le sait. D'ailleurs il avait dénoncé, au préalable, l'escalade de la construction européenne. Dans des instances telles que le Mouvement de la paix, ses représentants avaient soutenu l'idée que le projet visait à terme à élargir la compétence du Parlement européen et que cela était la ruine de l'indépendance de notre pays. Et de rappeler que cela était voulu par le courant démocrate-chrétien (cf. le discours Lecanuet), autant que par la social-démocratie (cf. le

unanimité nationale recréée, lui abandonnera sans rien céder sur le fond de son projet. Alors, il faut s'interroger : pourquoi ce retournement, qui désoriente tant de militants communistes et de sympathisants (notamment au Mouvement de la paix, qui avait entamé une ardente campagne contre le Parlement européen) ?

un certain marchandage

La première explication on la trouve dans la politique intérieure, et plus particulièrement dans la stratégie de l'union de la gauche. Le problème européen était un sujet de discordance avec le PS. En assouplissant sa position, le PCF sacrifie sur l'autel de l'unité ce qui était un « article de foi ». Bien sûr, il renforce ainsi la puissance du mouvement unitaire ; il a

sement de l'adhésion du PCF aux thèses de l'eurocommunisme. Le PCI a eu le triomphe discret bien que, pour lui, il s'agisse d'un réel succès, si l'on veut bien se souvenir que lors du sommet des PC de l'Europe capitaliste, en janvier 74, il avait été le premier à prôner l'acceptation du projet européen. De même, le PCF, lors d'une rencontre avec Amendola et Pajetta, en novembre 75, avait fermement refusé d'adhérer à la thèse du PCI. Or, la position pro-européenne du PCI est un axe fondamental de l'eurocommunisme. La récente visite de Marchais à Berlinguer est un peu de ce point de vue le voyage à Canossa. On comprend souvent assez mal la position du PCI sur l'Europe. Elle est pourtant parfaitement cohérente avec sa stratégie de « compromis historique » à l'intérieur de son propre pays. Il nous faut ici expliquer en quoi le PCI a toujours été logique avec lui-même. Dès février 1973,

Enrico Berlinguer, dans son rapport au Comité central, développait les bases nouvelles de la « politique étrangère » du PCI : « Nous exigeons la pleine indépendance nationale de l'Italie dans le cadre d'une Europe pacifique, démocratique et indépendante, dans la perspective d'un abandon progressif des blocs militaires opposés en attendant leur suppression totale » (1). Pour le PCI, l'indépendance ne se forge pas contre l'Europe, mais dans son cadre. Une telle position a l'énorme avantage d'esquiver le débat principal, national, supranational, dans lequel le PCF a, un moment, versé. Cela étant, l'objectif du combat du PCI est clair : il s'agit de démocratiser l'Europe de la Communauté économique européenne en participant à son fonctionnement. La nature de classe des institutions européennes n'est pas posée, le rôle de caution démocratique aux intérêts impérialistes US et le leadership de la RFA ne sont pas ici en question. De même que l'illusion réformiste inspire la stratégie interne du « compromis historique » il dicte l'attitude positive vis-à-vis des institutions européennes. Cette pratique cohérente aboutit au rêve d'une Europe neutraliste — déjà ancien dans la gauche européenne (2) —, indépendante des blocs, et concourant à la consolidation de la coexistence pacifique. Ces mêmes thèses avaient déjà permis au PCI d'adopter une position conciliante vis-à-vis du Pacte atlantique.

franchir le pas

Le PCF, en maintenant sa dénonciation de l'Europe, en voyant dans ses institutions les alibis de la lutte des classes à l'échelle internationale (pouvoir des trusts et des multinationales) n'avait pas une pratique cohérente avec son réformisme interne. Sa résistance à s'incliner devant les thèses du PCI peut certainement s'analyser en rapport avec sa tradition historique d'attachement aux valeurs nationales d'indépendance et de souveraineté. Il vient de franchir le pas et d'homogénéiser sa politique extérieure avec sa politique intérieure. Est-ce définitivement un anachronisme idéologique qui tombe ? Beaucoup le pensent. Le PCF va maintenant s'employer à rationaliser et à théoriser ce choix auprès de ses militants, assez désorientés par ce soudain retournement. Voici la gauche du Programme commun unie sur une vision réformiste de l'Europe. Seuls certains gaullistes purs et durs (et même pas le RPR en tant que parti majoritaire !) dénonceront l'Europe au nom d'une conception défensive de l'indépendance nationale. Il revient au PSU d'être clairement, aux yeux de tous, le seul parti d'opposition à l'Europe de la CEE, qui a choisi de se battre pour une autre Europe : celle des travailleurs

Alain CHATAIGNIER ■

(1) Cf. Les communistes italiens et l'Europe, brochure réalisée par le secrétariat du groupe communiste au Parlement européen.

(2) Cf. Claude Bourdet, l'Europe truquée, Paris, Seghers, 1977, 235 p., 32 F, dont Tribune socialiste (n° 737) a déjà parlé.

les armes de la critique

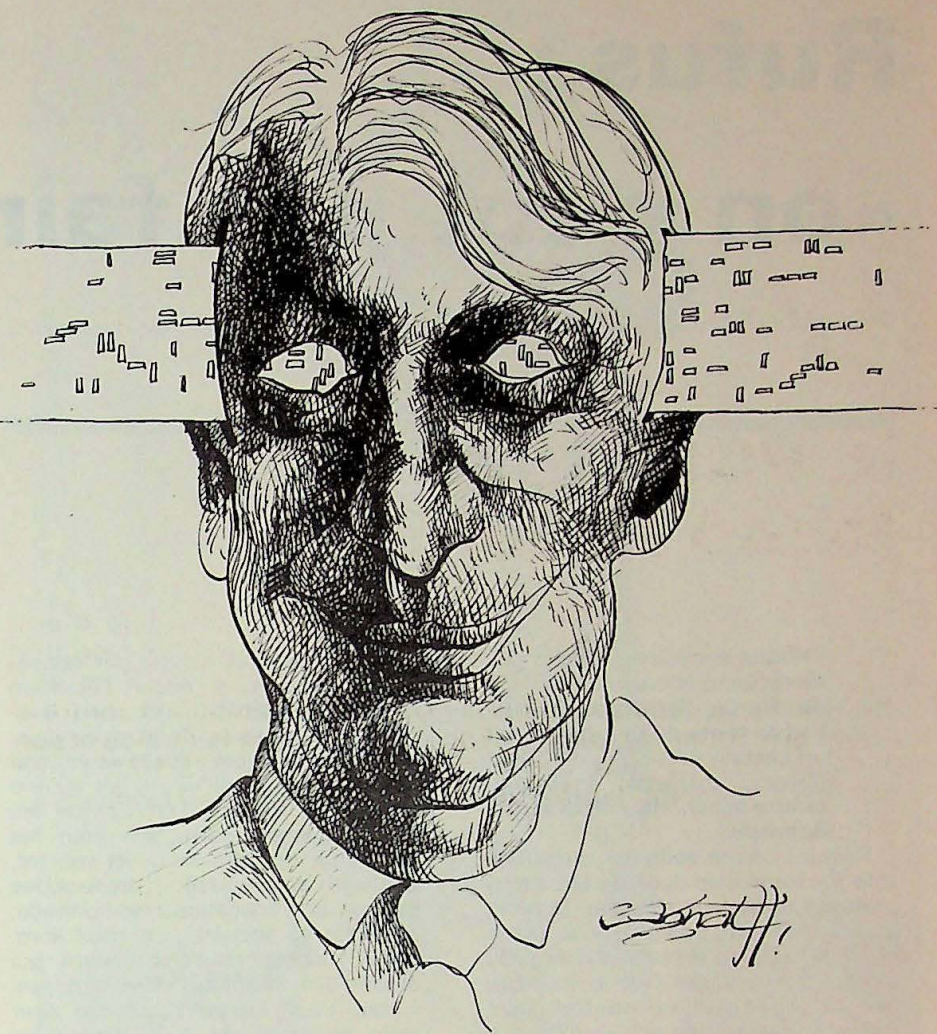
la science-fiction, c'est pas forcément «con»

La littérature n'est pas neutre : tout message véhiculé par les media a une implication sociale et une responsabilité. Surtout quand ce message passe à travers un phénomène de masse comme la science-fiction : 30 collections, des centaines de milliers d'exemplaires diffusés chaque année, dans toutes les couches sociales. On a essayé de nous faire croire, pendant longtemps, qu'on pouvait sans problème se payer le petit plaisir d'une histoire exotique, sur une planète quelconque, avec des fusées et des extra-terrestres. Qu'au sortir du boulot, à la place de la télé, un petit space-opera ne pouvait pas nous faire de mal.

C'est faux : la science-fiction la plus anodine transmet, volontairement ou non, le message de la classe dominante : au moment le plus euphorique de l'impérialisme yankee, on ne comptait plus les livres qui vantaient les colons, leurs magnifiques réalisations et l'aide inappréciable qu'ils apportaient aux peuples sous-développés. On disait « extra-terrestres » ; mais on signifiait petits noirs et petits jaunes. Le tout à coup de science et de technologie : à n'importe quel problème correspondait, à coup sûr, une réponse toute prête, fabriquée par les savants. Le nucléaire, en particulier, a toujours été, dans son utilisation pacifique, la réponse unique et orgueilleuse des écrivains de SF de

cet âge : la crise de l'énergie n'était pourtant pas encore là, qu'on vantait déjà à qui mieux mieux les centrales nucléaires et les petits moteurs atomiques.

Puis on s'est aperçu que le Vietnam, c'était pas gagné, que la croissance posait quelques problèmes malgré tout, et la science-fiction a un peu évolué. On trouvera une analyse plus détaillée de ce phénomène dans un article de la revue *Univers 08* (« J'ai lu ») sous le titre *SF et écologie*. Mais il faut bien chercher, dans la masse des ouvrages réactionnaires, les quelques livres qui posent les problèmes essentiels de notre XX^e siècle finissant, les quelques auteurs qui osent mêler les analyses politiques



progressistes au récit proprement dit.

On constate avec plaisir que les auteurs français de science-fiction politique figurent au tableau d'honneur de la SF qui tente de gratter un peu la réalité bidon des démocraties dites libérales : Dominique Douay, Jean-Pierre Andrevon, René Durand, Christian Vilà, Daniel Walther, Jean-Pierre Hubert, autant d'écrivains engagés, violents, qui ont mis leurs plumes au service de la bonne cause. De récentes anthologies comme *Ban-*

lieux rouges (éd. Opta) de Christian Vilà et Joël Houssin, ou *Nouvelles Frontières 2 et 3* (Fiction spécial, Ed. Opta, 39, rue d'Amsterdam, 75008 Paris) d'Alain Dorémieux ou les romans de Pierre Pelot (*Les barreaux de l'Eden*, coll. « J'ai lu ») et *Fœtus Party*, (éd. Denoël) en sont le meilleur exemple.

Cette nouvelle SF française mérite d'être mieux connue par les lecteurs de *Tribune socialiste*. Dont acte.

Bernard BLANC ■

des livres pour ne pas lire idiot

● *Ubik* de Philip K. Dick (éd. « J'ai lu »). Dans un futur proche, tout le monde pourra vous espionner en louant des gens aux facultés télépathiques adéquates : avis aux comploteurs. Comble de malheur, le temps se dégradera et semblera régresser vers le passé. Un univers totalement étranger qui cependant nous rappelle bizarrement le nôtre, notre quotidien fou, où les inventions technologiques nous dépassent et les magouilles politiciennes nous écrasent.

● *Univers 08* (éd. « J'ai lu »). Une revue trimestrielle de SF publiée en livre de poche, qui offre des textes inédits d'auteurs contemporains les plus importants, comme Dick, Ballard, Sheckley et surtout toute la nouvelle vague française. En prime, des port-folios de dessinateurs comme Volny, Bilal, Caza et des études sur la SF d'aujourd'hui. A un prix compétitif, 4,50 F, le meilleur moyen de faire connaissance avec la SF.

● *Mourir au futur* (éd. 10-18). Une anthologie de Philippe Hupp, avec des textes français (pas beaucoup) et anglo-saxons (trop), sur le thème de la guerre. Derrière notre dos, se fabrique tout un arsenal nucléaire, bactériologique et chimique à faire frémir. La SF, ici, permet de rester lucide.

● *Retour à la terre* (2 vol., chez Denoël). Une anthologie d'un auteur français de SF très connu et très

remuant, Jean-Pierre Andrevon, collaborateur de *Charlie mensuel* et de *La Gueule ouverte*. Des auteurs français qui ne parlent plus de conquêtes galactiques pour s'intéresser de plus près à la planète Terre, avec ses pollutions, ses tyrannies, ses monstruosité capitalistes et ses centrales nucléaires.

● *Banlieues rouges* (éd. Opta). Une anthologie d'auteurs français qui prouve que la SF peut donner envie de balancer des pavés dans la gueule des flics. Treize textes très violents qui explorent notre triste réalité, entre « un présent lugubre et un futur atroce ».

● *Orgasmachine* de Ian Watson (éd. Champ Libre). La SF, d'ordinaire, c'est une littérature de mecs pour un public phallocrate. Watson, au contraire, raconte une histoire féministe, où il pousse à l'extrême la situation actuelle d'oppression des femmes, en tant qu'objets sexuels. Et ça donne un roman politique de première qualité.

● *L'homme variable* de Philip K. Dick (éd. Le Masque SF). Trois histoires où les militaires sont montrés dans toute leur splendeur barbare : conquérants, débiles, phalocrates. Dans l'une des nouvelles, ils fabriquent des robots qui deviennent intelligents et décident de continuer la guerre jusqu'à l'extinction de la race humaine. C'est

peut-être déjà en préparation à Cannes et ailleurs.

● *1984* de George Orwell (éd. Folio). Un grand classique que vous n'avez peut-être pas encore lu, c'est une honte ! Big Brother qui surveille tout le monde, à qui il faut obéir et sourire, est déjà parmi nous. Sa police politique, elle aussi, est à l'œuvre en 77.

● *La guerre éternelle* de Joe Haldeman (éd. Opta). L'homme a conquis les étoiles pour avoir plus d'espace à consacrer à son jeu favori : la guerre. Il faut bien que les fabricants d'armes fassent leur beurre. Alors les militaires tapent joyeusement sur tout ce qui est étranger. Un bon extra-terrestre est un extra-terrestre mort, c'est bien connu.

● *Jack Barron et l'éternité* de Norman Spinrad (éd. Robert Laffont). Pour accéder à l'immortalité, les possesseurs de richesse sont capables de tout. Ils vont jusqu'à torturer les enfants noirs du ghetto de Harlem, ils les irradient pour les rendre cancéreux et fabriquent un sérum d'immortalité avec leurs glandes monstrueuses. Et si ça marchait ? Une immense fresque de l'Amérique contemporaine, avec ses folies, sa toute-puissance télévisuelle, son chômage et ses crimes racistes. Un chef-d'œuvre, réédité en 1978 en livre de poche.

● *Ciel lourd, béton froid*. Une anthologie choisie et présentée par Bernard Blanc, dans une nouvelle collection : *Ici et maintenant*, chez Kesseling (éd. Valentin 92-1400 Yverdon, Suisse). C'est le premier volume d'une collection dont le but est de permettre à la nouvelle SF française de s'exprimer : une SF libérée de l'impérialisme américain, c'est bien. Quand, en plus, elle se veut anti-nucléariste, anti-capitaliste et autogestionnaire, c'est encore mieux. Des textes de Michel Jeury, Philippe Curval, Yves Frémion et de trois nouveaux venus : Muriel Favarel, Pierre Marquer et Daniel Martinange. Et bientôt, dans la même collection : *Planète socialiste*, une anthologie sur le thème « Et si la révolution était faite, qu'est-ce qu'on glanderait ? », choisie par Michel Jeury ; *Alerte*, deux numéros d'ici la fin 1977, pour les spécialistes et les autres ; *Octobres, octobres*, des nouvelles d'Yves Frémion ; *Quatre milliards de soldats*, encore une anthologie sur l'armée en guerre contre l'ennemi de l'intérieur ; et *Paranopolis*. Pour ceux qui veulent participer à la collection, il y a encore des places : une nouvelle de 25 000 signes, 500 F environ. Prenez contact avec Bernard Blanc, rue du Château, Tourtour, 83690 Salernes. Tél. (94) 70-55-11.

B. B. ■

Rufus :

« on peut pas faire pousser du gazou »

Tribune socialiste : Plutôt que de retracer le curriculum vitae de Rufus, la biographie de Rufus tente de communiquer un certain état d'esprit. C'est allègre, cocasse, loufoque, tendre aussi. Mais résolument imprécis...

Rufus : Je me défie des questions trop personnelles, des enquêtes trop précises et de leur côté *flic*. Donc je parle peu de moi. Parce que je ne connais pas grand chose de moi. Ou plutôt, je ne connais bien que ce que j'ai fait ; et ce sur quoi j'ai beaucoup réfléchi : ma position politique dans le spectacle par exemple.

la vache enragée : connais pas

A cet égard, je pourrais dire des choses choquantes : je n'ai jamais bouffé de vache enragée ; j'ai toujours correctement gagné ma vie en faisant mon métier d'homme de spectacle ; je n'ai jamais travaillé pour des raisons alimentaires et n'ai à me justifier d'aucune bassesse sous prétexte d'avoir à faire vivre ma famille ; tous les films que j'ai tournés, toutes les pièces de théâtre que j'ai jouées, je peux me vanter de les avoir tournés ou jouées en espérant qu'ils seraient des chefs-d'œuvre.

T.S. : En quoi est-ce choquant ?

R. : S'assigner comme règle, comme je le fais, de ne rien faire avec lequel on ne soit parfaitement d'accord, c'est une attitude assez puritaine. Et qui ne tient pas compte de certaines données : par exemple que 80 ou 85 % des acteurs sont au chômage. Bien sûr, vingt-trois départements français ne sont touchés par aucune activité théâtrale ; il y a place, là, pour des hommes de spectacle. Il existe là, un public potentiel. Mais les métiers du spectacle sont durs en province : la presse n'en parle guère ; il faut vingt ans pour percer alors qu'au bout de cinq-six ans on est complètement usé... Moi-même je suis provincial — de Rouen — mais je suis monté à Paris.

l'école n'est pas bonne

Faire seulement ce que l'on aime, c'est choquant aussi parce que c'est parfaitement exceptionnel. J'ai eu, dans ma vie, des chances inouïes. Celle d'abord des parents qui pensaient qu'au lieu de dresser les enfants, il fallait les ouvrir. Celle ensuite d'avoir été assez pauvre : ni télé, ni presse à la maison ; j'ignorais tout du show-business en débarquant dedans, et cette naïveté a peut-être un atout. Celle enfin d'avoir toujours

été un rêveur et d'avoir par conséquent mal *suivi* à l'école : j'étais un excellent potache... les cinq premières minutes ; puis je m'évadais. Je ne pense pas que l'école soit bonne dès lors qu'elle n'est qu'une garderie-prison où l'on parque les gosses jusqu'à seize ans pour les empêcher de faire ce qu'ils veulent. Bref, je suis passé à travers les gouttes de l'éducation traditionnelle, familiale et scolaire : ça rend libre. Cette naïveté et cette liberté qui étaient les miennes à dix-neuf ans, c'était une chance fabuleuse pour faire, comme je le voulais, homme de spectacle.

T.S. : Vous avez donc dix-neuf ans, vous débarquez à Paris, pour « faire homme de spectacle ». Concrètement ça se passe comment ?

R. : J'arrive sans un rond. Je décroche une bourse pour le centre

de la rue Blanche où j'entre comme régisseur. La bourse me permet de bouffer et surtout d'aller au théâtre tous les soirs. Comme régisseur, j'apprend l'électricité ; je connais déjà la menuiserie. Quatre mois plus tard, j'écris un sketch et je commence à le roder dans les cabarets. C'était parti...

toucher à tout, sans déléguer sa responsabilité...

Dans ce métier d'ailleurs, on peut vivre si on accepte de toucher à tout : de confectionner des costumes, de bâtir des décors, d'être électricien, de

raconter des histoires aux enfants, de construire des marionnettes... Malheureusement, dans le cadre de la grande séparation entre les fonctions, les mélanges sont mal vus. Actuellement tout est morcelé ; il y a l'auteur qui tient son talent du ciel, et le metteur en scène qui décide de droit divin — tous deux des génies intouchables en face desquels se remue une piétaille elle aussi hiérarchisée : l'auteur qui n'a qu'à tourner, le gars de la sono, celui de la lumière, celui du décor, des costumes, de l'entretien... Chacun bien à sa place, muré dans sa partie.

Parce que j'ai été partout, devant et derrière la caméra, sur scène et en coulisse, j'ai beaucoup de mal à ne pas prendre la parole sur ce qui, en principe, ne me regarde pas, beaucoup de mal à déléguer ma responsabilité. D'autant qu'un spectacle, c'est toujours une œuvre collective : un seul chien galeux dans une équipe, un seul spécialiste qui fait cavalier seul et le film est un navet, la pièce un *bide*. La collaboration entre tous est indispensable pour réussir.

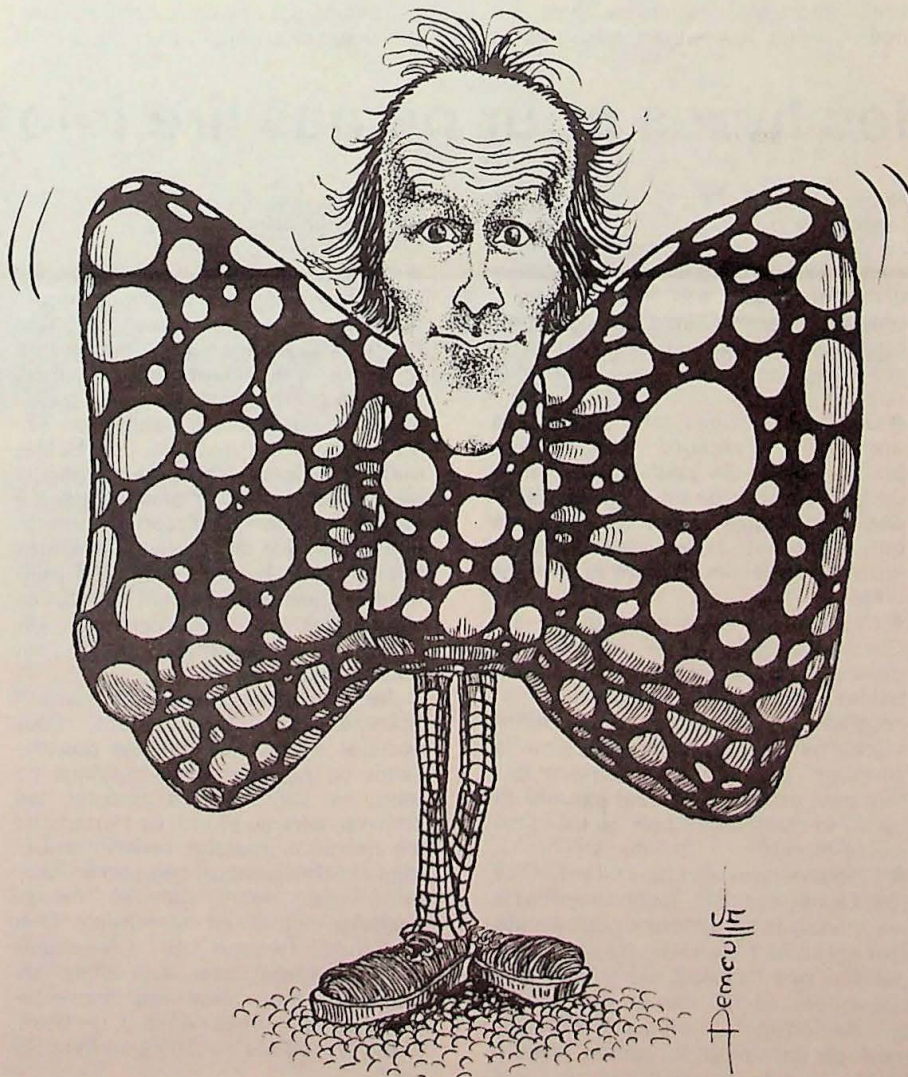
...malgré les gardiens

Mais les gardiens — les gardiens de la Culture — veillent. J'ai d'abord percé comme acteur. Quand je me suis mis à écrire des pièces (j'en ai écrit cinq ou six dont je donne quelques représentations de temps en temps, mais jamais *en régulier*, jamais plus de trente fois à la file), quand j'ai écrit donc, on a dit : « Qu'est-ce que c'est que ce mec-là ? C'est un acteur, qu'il ne se mêle pas d'écrire ! ». Et quand j'ai été reconnu comme auteur, on a dit : « Mais qu'est-ce que c'est que cet auteur qui veut faire le clown ! ».

T.S. : Le clown, c'est d'abord quelqu'un qui fait rire ?

R. : C'est bien ça. J'aime faire du comique, faire rire les gens. Pourquoi ? Parce qu'en les faisant rire on les rend *ouverts*, on les met en condition de recevoir ce qu'on va raconter, de partager l'émotion qu'on tente de faire passer.

Regardez ce qui se passe lors d'un spectacle comique : les spectateurs arrivent gris, mitigés, assez mal dans leur peau — ils ont payé cher, il fait noir, les places numérotées sont assignées, il est interdit de bouger, de parler, presque de partir si l'on est déçu... Puis le *clown* les fait rire, et à ce premier degré de communication entre le public et celui qui l'amuse s'ajoute un second degré de commu-



sous du béton »

vingtaine de films, à la recherche d'une rigueur idéologique et poétique qu'il ne reconstruira pas toujours. Il est romantique dans les rapports humains, marxiste dans l'analyse, pragmatique dans la menuiserie. Les seuls rapports de force qu'il entretient, c'est avec sa voiture, minable amas de ferraille qu'il traîne le long des routes de France : nul n'a pu le convaincre qu'il n'y a aucune ressemblance entre un vieux et fidèle cheval et une voiture. Il aime les arbres, transformer le quotidien en merveilleux, dormir dans les immeubles destinés à la démolition, connaître le numéro de téléphone du chef de service des Renseignements généraux, signer les pétitions pacifistes, faire du parachutisme. Il sera à la fête du PSU le samedi après-midi 4 juin.

nication : celui de l'émotion partagée. A la sortie au lieu de se sauver comme des lapins, les gens se parlent. Le rire les a rapprochés, ils sont comme des gens qui ont passé des vacances ensemble, il y a entre eux une complicité et une amitié.

faire le clown : un sacré engagement !

Dans le tragique, dans les rôles pathétiques que j'ai pris au cinéma, je ne parviens pas à cet effet, à cet échange amical avec les spectateurs. Dans un meeting peut-être trouve-t-on ce courant entre l'orateur et les participants et entre les participants eux-mêmes... J'aurais pu être un homme politique. Mais je suis un Arlequin. Et ça me paraît un engagement déjà considérable que d'arriver à brancher cinq cents ou six cents types à la fois sur une même idée et de les faire vibrer à l'unisson. Vibrer pour une cause heureuse : rien à voir avec les grandes hystéries collectives des spectacles ou des meetings fascistes où l'on braille *Heil Hitler*, ou n'importe quoi de cet acabit, et où ce que l'on partage c'est la haine, le goût de la violence qui naît de l'empêchement de pouvoir s'aimer.

T.S. : Les clowns, le rire, l'amour partagé... Mais les clowns sont tristes et la réalité souvent tragique.

R. : Non, les clowns ne sont pas tristes. Le clown prend les choses à rebours, parle gaiement des choses tragiques et tragiquement des choses gaies... Enfin, c'est vrai qu'au cirque on devient clown, bien souvent, après avoir été acrobate, écuyer, danseur, parce qu'on est cassé. Et c'est vrai qu'on « envoie les clowns » après un accident, le temps de répandre la sciure sur le sang, d'évacuer le cadavre... Peut-être avez-vous raison : d'une certaine manière, les clowns sont des cache-misères.

cache-misères

Oui... Je pense à une histoire : récemment, nous tournions un film avec Pascal Aubier. Brigitte Fossey incarne une employée qui tape sur une machine IBM dans un service informatique. Pour mieux comprendre ce dont il retourne, nous nous pointons à la BNP de Barbès. Là, des filles tapent sur leur machine. Mais toutes les vingt minutes environ, la fatigue intervient, elles font des fautes, doivent s'arrêter, marcher, parler... C'est trop de temps perdu.

Alors nous trouvons un truc : toutes les vingt minutes, quelqu'un balance une vanne. Les filles rigolent, repartent... Imaginez ce système dans toutes les usines : Guy Bedos ou Raymond Devos à la télé pour que les cadences ne flanchent pas. Le clown cache-misère, c'est ça.

La plupart des films comiques sont d'ailleurs de cette eau là : on fait rigoler les gens en leur parlant à côté de la vie, en leur parlant de trucs qui n'existent pas. On les divertit, on les distrait de la réalité sans les toucher vraiment. Ils ont acheté une tranche d'une heure et demie — deux heures de rire artificiel et, sitôt le spectacle achevé, ils se tirent comme des rats, sans échanger un mot, pour rentrer chez eux.

T.S. : Ce que vous souhaitez, c'est que le spectacle — que la fête — continue après, entre les gens cette fois ?

R. : Il faut mettre fin à la spécialisation du spectacle : d'un côté l'artiste, la vedette unique qui sait chanter, danser, dessiner, écrire des poèmes, raconter — qui sait transmettre des émotions ; de l'autre la grande masse des infirmes qui répondent « non, je ne sais pas » quand on leur demande de chanter, « non, je vais le casser » quand on leur propose de jouer du piano, « non, je n'ai pas d'idées » quand on leur suggère d'inventer un poème.

du gazon sous le béton

Il y a un an ou deux, quelqu'un demande à Poniowski : « Et qu'est-ce que vous faites des artistes ? » Et Ponia répond : « Les artistes ? Ils n'ont qu'à percer ! ». Comme si on coulait une dalle de béton sur du gazon pour affirmer ensuite : « Le gazon ? Il n'a qu'à percer ». Certes, qu'il y ait une faille dans le béton, et l'herbe effectivement poussera : c'est un peu ce qui a dû se passer pour moi. Mais il y a tous les autres, ceux qu'on a bétonné, cisailé, chez qui on a rogné toute liberté d'expression, toute liberté de vivre. Tous ceux qu'on a mis à l'école des lâches, à l'école des moutons, à l'école où l'on n'apprend pas ce qu'il faut. Non seulement on ne leur a pas donné les moyens de s'épanouir, mais on a tout fait pour les enfermer ; parce que l'expression libre d'un homme est dangereuse pour un système avide seulement de profit.

Pourtant, tout le monde est capable d'exprimer une émotion vraie, tout le monde peut faire de l'art. Avec deux cailloux, avec trois trous dans un bâton, on peut faire une musique

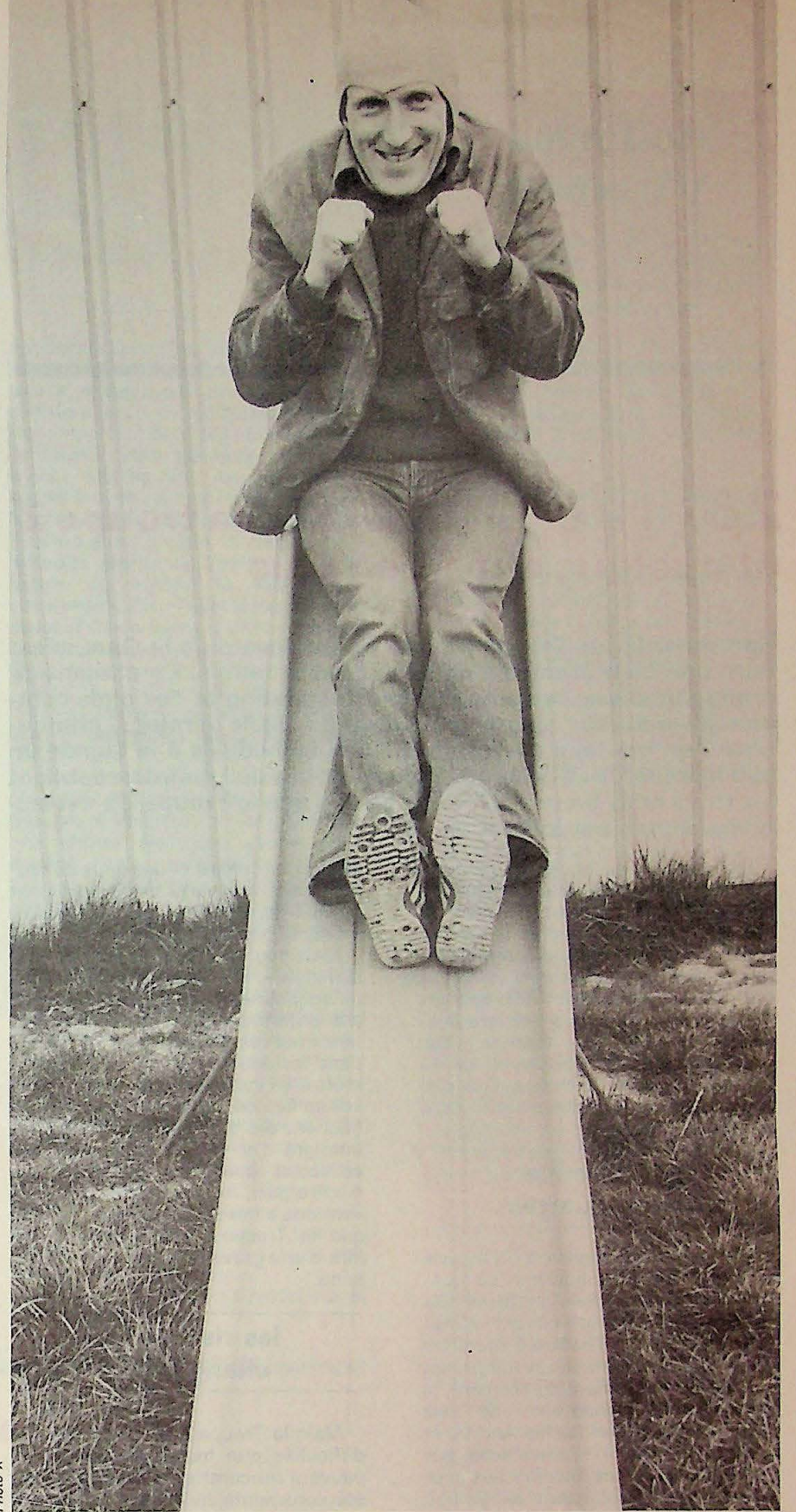


Photo X

superbe si l'on met à les heurter quelque chose de soi. Tout le monde peut. Et tout le monde doit.

la fête, c'est comme ce sera quand ce sera le socialisme

T.S. : La fête, pour vous, c'est l'occasion d'abolir cette spécialisation du spectacle, de tuer le star-système ? L'occasion d'inventer autre chose ?

R. : Ça pourrait l'être. Ça devrait l'être. Les fêtes, quelles qu'elles soient, sont presque toujours décevantes. Il faudrait imaginer quelque chose d'inédit. Une idée par exemple : un chapiteau ; des gens sous le chapiteau ; au centre viennent tous ceux qui souhaitent prendre la parole, improviser une chanson, une danse, un poème, une histoire drôle... Seule condition : que celui qui parle essaie de faire passer une émotion, quelque chose qui lui soit personnel ; interdit d'imiter, de copier, de faire comme Machin. Il faut aussi un meneur de jeu : sinon la pagaïe mettra tout de

suite fin à l'expérience. Et il faut que tous applaudissent, ne serait-ce que pour récompenser le courage de s'exposer. J'en suis convaincu : des gens se révéleraient. Fini la pudeur, la timidité ! Une expression vraiment vivante, libre, émotive, multiple ! Il me semble qu'une fête socialiste devrait tenter l'expérience.

T.S. : Une fête socialiste ? Pour vous le socialisme, c'est quoi ?

R. : Je ne sais pas trop bien. Il y a des sociétés qui ont fait semblant d'être socialistes quand ce n'était pas vrai. Une chose me paraît sûre : c'est une société où il n'y aura plus d'héritiers, plus d'art rare, où l'expression sera autorisée, libérée, collectivement partagée. Et la fête devrait, dès aujourd'hui, être comme ce sera quand ce sera le socialisme. Je pense aussi que l'autogestion, c'est la moindre des choses : le programme minimum du socialisme. S'il n'y a pas au moins ça, je ne vois pas alors ce qui changera. C'est d'ailleurs le sens, il me semble, de tout ce que je vous ai dit.

Propos recueillis par
Claude DESLHIAT
et José SANCHEZ ■

28, rue Dunois : la troupe Z et quelque chose en plus

Remonter la rue Dunois à partir du boulevard de la Gare, c'est faire une bien étrange excursion dans le temps. En passant du monde moderne des tours de grand standing et des cités commerciales du 13^e rénové, au village du siècle dernier : immeubles d'un ou deux étages, pavillons individuels à la façade un peu lépreuse, petits commerçants ; et le soleil qu'interceptaient les tours nous inonde. C'est là, au 28, que la Troupe Z s'est installée depuis peu plus d'un an.

Le local est une ancienne fabrique de matières plastiques, désaffectée depuis plusieurs années. Six mois de travaux l'ont transformé en un lieu de théâtre et d'animation. Il y a maintenant une salle de spectacle convenable, capable d'accueillir 250 spectateurs, un atelier de sérigraphie, diverses salles de réunion. Car — c'est la particularité de ce lieu —, ceux qui l'ont pris en charge n'ont pas voulu en faire seulement un théâtre de plus.

théâtre ouvert sur le quartier

Sa vocation profonde est d'être une base pour la vie du quartier. La location (3 500 F par mois) est assumée non seulement par un collectif « culturel » — Troupe Z, Théâtre à Bretelles (qui est principalement un théâtre de rue), le Manège Charivari Monstre, la Carmagnole (constituée de six femmes), le groupe Carlos Andreu et le mime Duval (1) —, mais aussi par cinq ou six groupes divers, issus pour la plupart du quartier : le groupe « divorce du 13^e », « femmes en lutte », « femmes-quartier », une association de défense des locataires de l'îlot Lahire... A ceux-ci, la rue Dunois offre

des permanences et des lieux de réunion, aux premiers essentiellement un lieu de répétition et, secondairement, de représentation.

Mais pour la Troupe Z, ce n'est pas suffisant. L'implantation dans un lieu ne se justifie que si l'on ne s'y laisse pas enfermer et que la communication avec les gens du quartier se fait dans les deux sens : d'une part, permettre à ceux qui le désirent de trouver un lieu de réunion et de fêtes (des bals ont été organisés, un travailleur immigré d'un foyer proche a fait un couscous pour ses camarades...); d'autre part, ne pas cesser les interventions à l'extérieur, du type de celle que la Troupe Z a faite récemment lors d'une grève à l'Euromarché Maséna.

les risques du changement

Mais la Troupe Z ne cache pas les difficultés que toutes ces ambitions peuvent rencontrer, de même qu'elle est consciente qu'elles ne vont pas sans un certain nombre de contradictions. La Troupe Z se veut théâtre militant. Elle est née en 1973 autour des élections législatives, constituée

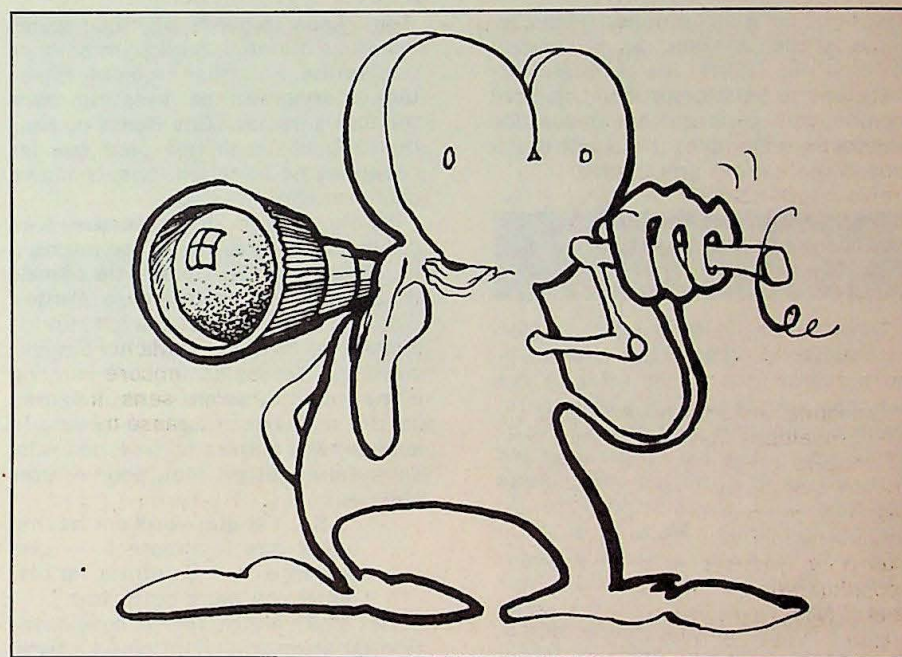
au départ de militants politiques et de comédiens professionnels qui désiraient faire un autre théâtre. Pendant trois ans, elle a présenté — dans les entreprises, les MJC, les fêtes politiques — des spectacles liés aux luttes sociales : *Arthur, où t'as mis les montres ?* sur LIP, *Douze mois dans la vie de Michel T* sur l'armée, et récemment une suite de sketches sur la crise : *Rutabaga's Blues Tobinambourg Polka*.

Pour la Troupe Z, le théâtre militant se définit autant par son lieu de production et son mode de diffusion que par son contenu. L'implantation de la troupe dans un lieu fixe, longtemps

refusée, avec toutes les tâches de gestion que cela implique, ne va-t-elle pas mettre en cause cette définition ? L'obligation pour la plupart des membres du groupe de travailler à l'extérieur, pour gagner leur vie leur permettra-t-elle d'approfondir leur travail théâtral ? L'obtention d'une subvention, plusieurs fois demandée, leur permettrait de résoudre cette contradiction. Mais cela ne risquerait-il pas de les faire tomber dans une autre, en les liant davantage ?

Evelyne ERTEL ■

(1) L'ensemble de ce collectif se produira à la fête du PSU.



contre festival de Cannes un autre public

Pour la quatrième année consécutive, la section de Cannes du PSU a organisé le festival populaire du film politique. Véritable défi au festival officiel et à sa horde de cinéastes mercantiles qui colonisent durant quinze jours la ville.

Le contraste est frappant : à deux pas de la Croisette où le luxe et l'apparence ne peuvent dissimuler un ennui profond, le cinéma Lido a attiré un autre public, un public de travailleurs. Ils sont venus 2 500 en quatre jours voir vingt films pour la plupart inédits, débattre sur des thèmes bien précis : émigration, luttes paysannes, luttes des femmes, nucléaire, etc.

Aussi n'est-il pas étonnant que des cinéastes aient ressenti la nécessité d'y venir présenter en avant-première des films qui sortiront bientôt à Paris : Christian Bricout *Paradiso*, Igaal Hiddam *Nous sommes tous des juifs arabes en Israël*, Peter Watkins *Force de frappe*. D'autres films très appréciés ont trouvé là un support de diffusion parallèle d'une extrême importance pour eux :

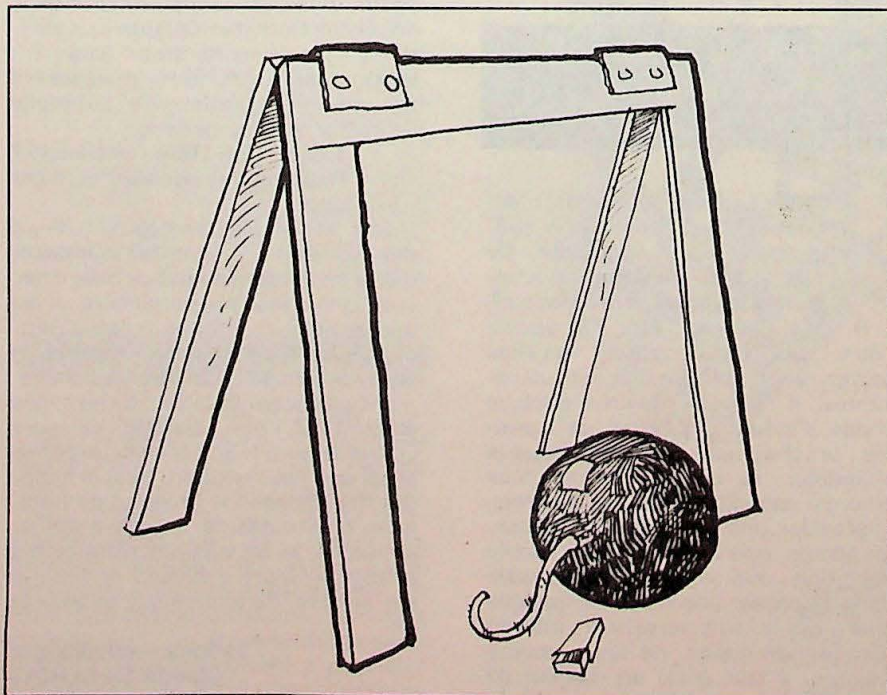
- *Sofrana ou le droit à la parole* de Sokhona ;
- *Douze fois impures* de M. Fillères et A. Perez ;
- *Sem Escavat* de Francis Fourcou ;
- *N'i a pro* de Y. Chapouillé et le collectif viticulteur du MIVOC venu spécialement de l'Hérault pour débat-

tre et prouver, tonneau à l'appui, que leur production n'est pas de la « bibine ».

Autour de *L'Enfant prisonnier* de Jean-Michel Carré, une matinée portes ouvertes sur le thème : l'enfant et l'adolescent dans la société, consécutive à une large information dans les écoles et lycées de la région a connu un réel succès.

Marqué par une volonté résolument autogestionnaire des militants de la région, ce festival non dirigiste dans sa forme, reste exemplaire dans ses contradictions mêmes. Carrefour d'idées, de réflexions et d'analyses politiques, il cristallise en profondeur d'une réelle efficacité. Ce n'est pas un hasard si lors d'un débat sur la censure cinématographique, organisé notamment par des réalisateurs du Parti communiste dans une salle officielle de Cannes, le public a cité plusieurs fois le Festival du PSU comme l'exemple oublié par les autres organisations de gauche.

Patrick BRUNIE ■



points de vue

Alors, Dicky entra dans le bureau où il aimait à méditer avant une grande décision — avant un de ces moments pleins qui vont changer la face du monde... Et il pleura. Dear Henry, qui le suivait, ne tarda pas non plus à pleurer. Alors, Dicky dit : « Prions »... Et, s'agenouillant de part et d'autre de la petite table où tant d'actes furent paraphés, les deux hommes, ravalant leurs larmes, prièrent...

C'était, jeudi 26, sur TF 1, le troisième et dernier épisode des *Mémoires télévisées de Nixon* : on croyait entendre l'Occident tout entier renifler devant ses récepteurs, au récit des derniers jours à la Maison Blanche de l'homme du Watergate. Quand même, ce Nixon, quel farceur !

sans fards ni feintes

Quelques instants auparavant, on n'en croyait pas non plus ses oreilles. La crapule parlait du Chili, avec la gravité qui sied au sujet ; il alignait ses chiffres : huit millions de dollars pour renverser Allende, pas mal non plus pour financer la campagne de « popularisation » du régime Pinochet... Nixon se fait persuasif, pédagogue : « Vous comprenez, une dictature de droite n'est pas une menace pour nous : c'est un problème interne de respect des Droits de l'Homme... Un gouvernement de gauche par contre exporte son idéologie, la révolution, et, pour nous, c'est très dangereux... » Tout compte fait, il est instructif d'entendre à l'état brut, sans fards ni feintes, le discours de l'impérialisme. On n'oserait l'imaginer aussi évident, carré, cynique.

Et puis, pour terminer la soirée, les deux Maurice (Schumann et Couve), les pisse-froid de la diplomatie française, se sont fait un plaisir, à l'invite de Julien Besançon, de cracher dans la soupe ; de piétiner l'affreux Jojo qui

L'Ardèche en été

Il y a Aubenas, Vallon Pont d'Ac... c'est connu, c'est très connu, c'est saturé...

Il y a aussi le Haut Plateau ardéchois, c'est pas connu, c'est beau, on y respire à 1400 m d'altitude. Cet été à La Burle, par petits groupes, c'est de la randonnée pédestre sur les GR, de la randonnée cyclo en Ardèche et Lozère, on campe, on se marre, on revit. Tout le matériel est fourni et, malgré cela, c'est... bon marché.

Pour des petits groupes (à partir de 6 personnes), on peut même faire un programme sur mesure.

Renseignements et inscriptions :
Association « La Burle » 07510 Usclades ■

fut président des Etats-Unis... Ils nous ont tout bien expliqué comme quoi, s'ils l'avaient fréquenté si longtemps, c'était bien parce qu'on les payait pour cela.

Vendredi, on a raté *Apostrophes* et le *Ciné-club* parce qu'on roulait avec des centaines de milliers de camarades sur l'autoroute de la Pentecôte... Lundi soir, on n'a pas eu à choisir entre Bourvil et Michel Simon, parce qu'on roulait encore sur la même autoroute en sens inverse. Entre temps, ça s'est passé très bien, et sans télé, merci.

ping-pong entre experts

Enfin, on a repris son poste mardi soir sur l'A 2 avec *Sacco et Vanzetti*, aux *Dossiers de l'écran*. Le film ne s'embarrasse pas de nuances, mais il

accroche. Quant au débat, ce fut un ping-pong entre experts. Pour l'un, tout s'explique par un pourcentage d'émigration « méditerranéenne » trop important dans les années 20 en Amérique ; pour quelques autres, le procès fut régulier, les condamnés coupables, et tout le reste n'est que littérature et complot bolchevik... Pour un autre encore, la classe intellectuelle profita de l'affaire afin de battre en brèche le monde du « business ». Pour l'avocat de la bonne cause (PC bon teint), il s'est agi d'une machination politique orchestrée par le gouvernement du Massachusetts...

Bref, le petit-fils de Sacco et la nièce de Vanzetti, présents sur le plateau, n'ont guère eu qu'à se taire devant tant de science historique, juridique, balistique... C'est simple pourtant : le condamné Sacco et le prisonnier Vanzetti ont été grillés sur une chaise électrique parce qu'ils étaient rituels, syndicalistes, anarchistes, et qu'ils auraient refusé de se battre sous la bannière étoilée pendant la première guerre : autant de bonnes raisons !

De l'anarchisme, d'ailleurs, du mouvement social auquel ils appartenaient, des idées qui étaient les leurs, à aucun moment il n'en fut question : personne ne semblait pouvoir en parler. C'est une tradition bien fixée dans les médias : le courant libertaire, sous quelque étiquette que ce soit, n'a jamais existé, n'existe pas...

L'autogestion, pourtant, en paraphrasant une formule célèbre, ça ne serait-il pas un peu comme « l'anarchie + l'électricité... » ou l'énergie solaire?... A moins qu'on n'ait pas encore très bien compris.

René LANARCHE ■

les mots croisés de TS

Problème n° 27

Horizontalement :

I. Une histoire d'eaux. II. De la vigueur, possessif, note. III. Tagada I IV. Dans le réel, mal revêtu(e) à cause du plan Barre (abrev.)? V. Fut mitonné par Pierre Dac ; ça ne marche plus. VI. Un qui se met en avant. VII. Pour le dessert du piémontais ; donne le ton. VIII. Vraiment pas réussi ; se met à dos. IX. Peut-être victime de leurs illusions. X. C'est le rêve ; pronom.

Solution du n° 26

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	U	R	I	T	A	I	N	E	S
II	A	M	O	U	R	L	E	S	E	
III	P	M	A	N	E	E	N			
IV	E	M	P	E	S	E	S	E	T	
V	R	O	L	L	I	E	R	N	I	
VI	A	E	L	M	E	L	A	M		
VII	S	A	S	E	R	G	O	E		
VIII	S	I	L	N	E	O	N			
IX	E	N	T	I	E	R	E	S	E	T
X	S	E	E	S	E	S	E	S	E	S

Verticalement :

1. En voilà un que l'environnement ne préoccupe guère. 2. Issus ; direction. 3. Massacré dans l'arène (de bas en haut) ; une pompe, quoi ! 4. Une fin agitée ; installera. 5. Un discours de Druon ; en tôle. 6. N'apporte rien aux travailleurs, au contraire. 7. Un lieu de grève ; interjection ; victime du plan Barre dans les écoles (abrev.). 8. Un pavillon. 9. Dieu normand ; n'est vraiment pas content. 10. Pas question ; note ; direction.

sélection Radio-TV

Samedi 4 juin à 22 h 15 sur France-Culture : *les Tréteaux de la nuit : les dresseurs d'animaux*. Science-fiction et suspense.

Dimanche 5 juin à 20 h 30 sur TF 1, un film : *Boulevard du rhum* de Robert Enrico. Spectacle fastueux et exotique dont la fantaisie est parfois laborieuse ; quelques bons moments.

A 22 h 30 sur TF 1 : la leçon de musique : *l'Orgue* par Pierre Cochereau.

A 22 h 30 sur FR 3, cinéma de minuit : *Les Gaités de l'escadron*. Lundi 6 juin à 20 h sur France-Culture : *Bibi le Kid*, humour noir particulièrement grinçant.

A 22 h sur TF 1 : *Des idées ou des hommes : Blaise Pascal*. Un vestige ou un philosophe qui passionne encore chrétien et non-chrétien ?

A 22 h 55 sur Antenne 2 : l'huile sur le feu, *L'Armée*. A. Sanguinetti contre H. Baillet (député communiste).

Mardi 7 juin à 20 h sur France-Culture : *Dialogues* : la société industrielle et le consommateur. 9 milliards de publicité, investis par les marques, qui n'apportent pas UNE information au consommateur, dira entre autres F. Lamy rédacteur en chef de *Que choisir ?* Le consommateur n'est plus le producteur, son environnement de tous les jours lui est imposé par la société industrielle.

A 21 h 30 sur TF 1 : la réforme de l'éducation nationale (4). Les lycées d'enseignement général.

Mercredi 8 juin à 20 h 30 sur TF 1 : dans la série l'Epreuve des faits de l'INA : « Sylviane, ta mère t'appelle ». Abandon et adoption d'enfant. Qui adopté qui ? Pourquoi abandonne-t-on un enfant ? Que pense l'enfant devenu adulte de sa mère qui l'a abandonné ? Pour répondre à ces questions, plusieurs expériences.

A 20 h 30 sur FR 3 : un film : *Drame de jalousie* d'Ettore Scola.

Jeudi 9 juin à 20 h 35 sur Antenne 2, un film : *Domicile conjugal* de François Truffaut.

A 20 h 30, un film : *Une saison en enfer* de Nelo Risi.

A 22 h sur Antenne 2 : magazine médical de Pierre Desgraupes. Un nouveau magazine qui traitera de l'aspect quotidien de la médecine. Première émission : Naître aujourd'hui.

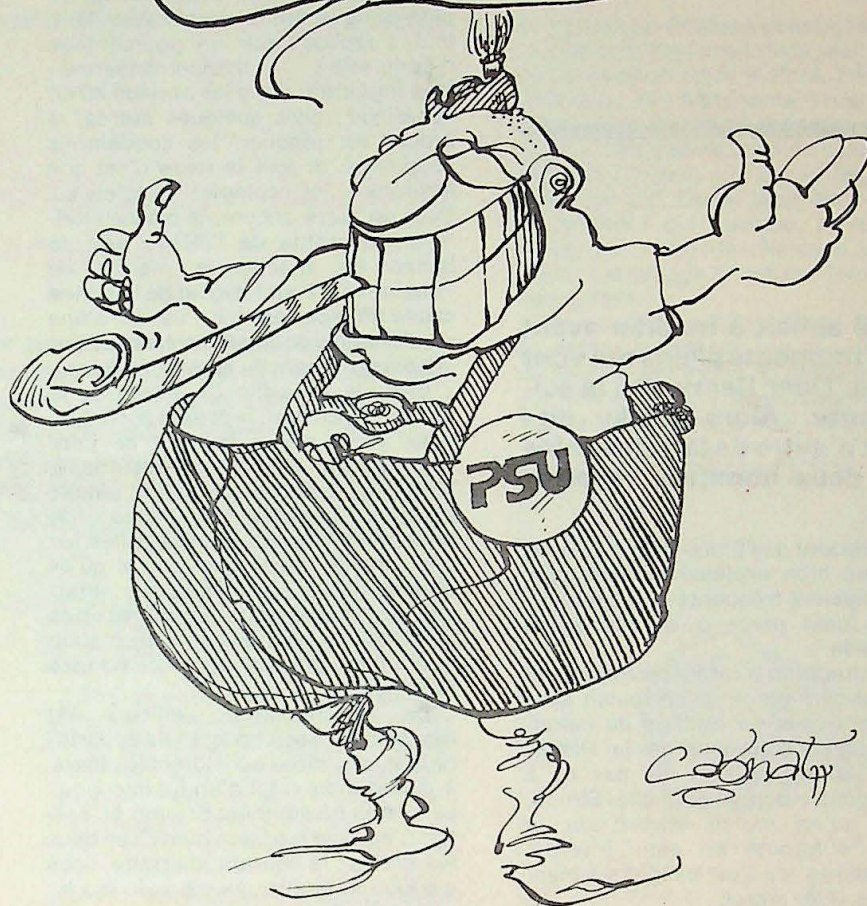
Vendredi 10 juin à 18 h sur Antenne 2, *Bande à part* : Et si demain le temps des cerises. Un restaurant rue de la Butte-aux-Cailles, dans le 13^e arrondissement, un des hauts-lieux de la commune. Le temps des cerises, société coopérative ouvrière.

A 21 h 30 sur Antenne 2, *Apostrophes* : Don Helder Camara, Leonid Pliouchtch.

A 22 h 52 sur Antenne 2, cinéma-club : *Les sept samourais* de Kurosawa. A voir ou à revoir.

fête du PSU

FRANÇAIS,
CHAMAIS TRAVAIL,
TOUJOURS LA FÊTE!



les femmes reçoivent

Préparée de longue date, l'organisation de la fête des femmes au sein de la fête a été prise en charge par le secteur femmes du PSU et par ses invitées.

Tiendrons stands à la fête, des groupes et associations de femmes du mouvement: Information des femmes, Histoires d'Elles, Groupe femmes libertaires, Groupe « femmes en prison », Groupe femmes « mères célibataires », MLAC d'Aix, Maternité des Lilas, La Bocale (projet de maison des femmes à Paris). Le planning familial, Groupes femmes latino-américaines à Paris, Rassemblement démocratique des femmes libanaises, collectif « livre noir de l'emploi des femmes », Parti féministe unifié, le MEFAS (animé par des femmes du CERES), la *Revue d'en face*, etc, bien sûr le secteur femmes du PSU. ■

les femmes s'amuse

La cité des femmes aura son podium et sa programmation propre pendant les deux jours, place à la création artistique des femmes! Avec: festival « chanson de femmes », Claire, Suzanne, La Carmagnole, Jeanne Reeve, Expression libre... ■

les femmes se retrouvent

La fête, c'est aussi et surtout l'occasion de se retrouver entre groupes divers du mouvement des femmes, entre femmes, de vous parler de nos luttes et de nos espoirs. ■

de nombreux débats seront proposés

Entre autres: féminisme, force révolutionnaire 1978 et l'emploi des femmes; débats autour des films du MLAC d'Aix et de la maternité des Lilas; notre corps, nous-mêmes; la justice et les femmes; quels lieux pour le mouvement des femmes.

Se munir de chapeaux de paille car le soleil tapera dur! ■

dernière nouvelle

Le TNP sera présent dans la cité antinucléaire. Le théâtre national portatif dirigé par Jean Kengrist, plus communément appelé le clown atomique, viendra avec sa centrale baladeuse nous parler de la petite diffé-

rence de l'énergie nucléaire et de ses grandes conséquences... Troubadour à sa façon il nous racontera certainement la fabuleuse histoire de M. d'Ornani qui revient des Etats-Unis... ■

Tri Yann

On ne pouvait pas faire une fête sans folk breton. Tri Yann est dans la lignée de cette nouvelle musique bretonne qui se situe entre la tradition et le nouveau, entre le breton et le français, entre l'acoustique et l'électrique. Tri Yann nous chante des légendes et des histoires vécues du peuple breton, sans pour cela limiter le folk breton à la reproduction désuète du passé mais au contraire en le dépoussiérant, assurant ainsi la perpétuation de la création populaire. ■

Yvan Labejof

Il est seul sur scène et pourtant il ne peut pas parler d'un *one man show* car c'est une véritable pièce. Ce comédien d'origine martiniquaise nous fait partager les visions d'un travailleur africain immigré devant une succession de situations, en utilisant à la fois le mime, la parole, le geste et la chanson. Ce spectacle, assez complet, est fondé sur un humour particulièrement incisif. ■

Gong

Un des plus anciens groupes de pop (10 ans environ), Gong a connu plusieurs formations. C'est la formation de Pierre Moerlen qui sera présente à la fête, formation composée de Benoît Moerlen, de Mireille Bauer (eh oui, une femme!) de Jorge Pinchevsky, de François Causse et Didier Malherbe. Un des meilleurs groupes pop actuels! ■

la fête des enfants

Attention, nous avons bien dit *fête*: il ne s'agit pas d'une garderie-dépôt-répressive. Elle s'ouvrira dès le samedi 13 h 30 sur le terrain enfants et sera ouverte aux enfants au-dessus de trois ans. Une vingtaine d'animateurs, qui attendent également la bonne volonté de quelques parents, tenteront comme chaque année de faire de cette fête un moment privilégié. Les chérubins pourront entre autres assister à des représentations de cirque et de marionnettes et pourront retrouver le bon temps du manège à chevaux de bois. ■

GAGNEZ

● EN VOUS ABONNANT A TS DU 1^{er} MAI AU 12 JUIN

● EN ABONNANT DES AMIS

au prix spécial de 70 F pour 25 numéros de 130 F pour un an

TIRAGE AU SORT des abonnements reçus du 1^{er} mai au 12 juin au soir.

un voyage au Portugal

1^{er} PRIX : UN SEJOUR DE 8 JOURS POUR 2 PERSONNES dans le SUD PORTUGAL (Sagres) (voyage non compris)

1^{er} PRIX bis : UN VOYAGE DE 8 JOURS POUR 2 PERSONNES au choix en Italie, Espagne, Algérie ou Portugal.

3^e PRIX : 1 caisse de 6 bouteilles de Champagne

4^e PRIX : 1 abonnement d'un an à « Critique socialiste ».

5^e PRIX au 10^e : 1 livre de la collection « Points chauds » Syros: Louviers, Lip, affaire non classée, le pouvoir à prendre, Requiem pour une médecine, etc.

TIRAGE AU SORT des militants ayant placé un abonnement.

un duplicateur

ABONNEZ-VOUS A TRIBUNE SOCIALISTE

Bulletin d'abonnement à retourner 9, rue Borromée, 75015 Paris

M. Mme Mlle

Adresse

Code Postal Ville

S'abonne pour un an (1) - 6 mois (1).

Ci-joint versement CCP (1) à l'ordre de TS-CCP 5826-65 Paris. CB

(1) Rayer les mentions inutiles. 130 F (1 an); 70 F (6 mois).